





La loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours et plus particulièrement le décret n° 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des Services d'incendie et de secours prévoient que le « **dispositif** » des délibérations du Conseil d'administration du SDIS 64 ainsi que les **actes** du Président, qui ont un caractère **réglementaire**, doivent être **publiés** dans un recueil des actes administratifs pour être **exécutoires**.



**Le texte intégral des décisions, délibérations, procès-verbaux du Conseil d'administration, peuvent être consultés à la Direction départementale des Services d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques, 33 avenue du Maréchal Leclerc à PAU.**



Directeur de la publication : **Yves SALANAVE-PÉHÉ**

**SDIS 64**

 BP 1622 – 64016 PAU Cedex

 0820 12 64 64

 05 59 80 22 41

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE  
DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
N° 60 – du 5 novembre au 18 décembre 2014**

**SOMMAIRE**

**1 - Délibérations du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie  
et de secours des Pyrénées-Atlantiques et de son Bureau**

<b>N° délibération</b>	<b>Libellé</b>	<b>Page</b>
	<b>Bureau du CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS Séance du 05 novembre 2014</b>	
<b>N°2014 / 106</b>	Procédure d'attribution d'un marché en vue de la fourniture de véhicules d'incendie et de secours (4 lots) Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 06 novembre 2014).</i>	1
<b>N°2014 / 107</b>	Requête introduite devant le Tribunal Administratif de Pau contre le SDIS64 Autorisation à défendre <i>(enregistré au Contrôle de Légalité de la Préfecture le 06 novembre 2014)</i>	2
<b>N°2014 / 108</b>	Requêtes introduites devant le Tribunal Administratif de Pau contre le SDIS64 Autorisation à défendre <i>(enregistré au Contrôle de Légalité de la Préfecture le 06 novembre 2014)</i>	3
<b>N°2014 / 109</b>	Convention de prestation de restauration lors des rencontres juridiques 2014 Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de Légalité le 06 novembre 2014)</i>	4
<b>N°2014 / 110</b>	Convention de stage de mise en pratique au service Finances entre l'INFA et le SDIS64 Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de Légalité le 06 novembre 2014)</i>	5
<b>N°2014 / 111</b>	Convention de stage d'observation du Groupement des Systèmes d'Information entre le CESI et le SDIS64 Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de Légalité le 06 novembre 2014)</i>	6
	<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS Séance du 27 novembre 2014</b>	
<b>N°2014 / 112</b>	Prestations et indemnités de conseil au Payeur Départemental <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	7

N° délibération	Libellé	Page
N°2014 / 113	Décision modificative n°3 de l'exercice 2014 <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	8
N° 2014 / 114	Contribution globale des communes et EPCI au Budget 2015 <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	11
N°2014 / 115	Compte-rendu de Monsieur le Président en matière de réalisation d'emprunt Information de l'Assemblée Délibérante <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	12
N° 2014 / 116	Mise à jour du tableau des amortissements pratiqués par le SDIS <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	14
N° 2014 / 117	Composition et fonctionnement du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	16
N° 2014 / 118	Désignation des membres de la Commission d'Appel d'Offres <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	18
	<b>Bureau du CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS</b> <b>Séance du 27 novembre 2014</b>	
N° 2014 / 119	Admission en non-valeur de créances non recouvrées <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	19
N° 214 / 120	Requête introduite devant le Tribunal Administratif de Pau contre le SDIS64 Autorisation à défendre <i>(enregistré au Contrôle de Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	20
N°2014 / 121	Requête introduite devant le Tribunal Administratif de Pau contre le SDIS64 Autorisation à défendre <i>(enregistré au Contrôle de Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	21
N° 2014 / 122	Adhésion au Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques pour la prestation santé au travail <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	22
N° 2014 / 123	Renouvellement de la convention d'utilisation, à titre onéreux, de la piscine de « Plan Cousut » à Biarritz <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	23
N° 2014 / 124	Convention portant sur la mise à disposition à titre gracieux d'un complexe sportif municipal par la commune d'Arthez-de-Béarn Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	24

<b>N° délibération</b>	<b>Libellé</b>	<b>Page</b>
N° 2014 / 125	Convention portant sur la mise à disposition à titre gracieux d'une piscine municipale par la commune d'Arthez-de-Béarn Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	25
N° 2014 / 126	Renouvellement de la convention d'utilisation, à titre onéreux, de la structure artificielle d'escalade d'Oloron-Sainte-Marie par les sapeurs-pompiers du GSMSP 64 Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	26
N° 2014 / 127	Convention portant sur la mise à disposition à titre gracieux de la piscine municipale par la commune de Billère Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	27
N° 2014 / 128	Renouvellement de la convention de mise à disposition, à titre gracieux, d'un site pour manœuvres incendie Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	28
N° 2014 / 129	Plate-forme de l'Information Géographique Mutualisée en Aquitaine (PIGMA) – Convention de partenariat pour la mise à disposition de données numériques Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	29
N° 2014 / 130	Convention d'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du CIS d'Oloron-Sainte-Marie avec le SITCOM du Haut Béarn Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	30
N° 2014 / 131	Convention d'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du CIS de Sauveterre-de-Béarn Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	31
N° 2014 / 132	Convention d'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du CIS d'Anglet Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	32
N° 2014 / 133	Convention d'occupation d'un garage départemental par le SDIS64 pour le remisage d'un véhicule de liaison hors route (V.L.H.R.) pour la période du 25 novembre 2014 au 15 avril 2015 Autorisation à signer <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	33
N° 2014 / 134	Suppression et création de postes <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	34
N° 2014 / 135	Requête introduite devant le Tribunal Administratif de Pau contre le SDIS64 Autorisation à défendre <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 27 novembre 2014)</i>	37

N° délibération	Libellé	Page
	<b>CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SDIS</b> <b>Séance du 18 décembre 2014</b>	
N°2014 / 147	Contributions des communes et des EPCI – Montants arrêtés pour l'année 2015 <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 18 décembre 2014)</i>	38
N° 2014 / 148	Débat portant sur les contributions communales et des EPCI <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 18 décembre 2014)</i>	39
N° 2014 / 149	Débat d'orientations budgétaires de l'année 2015 – Evolution des ressources et des charges 2015 <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 18 décembre 2014)</i>	42
N° 2014 / 150	Budget Primitif 2015 – Ouverture par anticipation des crédits de dépenses d'investissement <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 18 décembre 2014)</i>	48
N° 2014 / 151	Modification des autorisations de programme et des crédits de paiement attachés <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 18 décembre 2014)</i>	50
N° 2014 / 152	Révision des tarifs de location de l'autocar du SDIS64 <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 218 décembre 2014)</i>	52
N° 2014 / 153	Règlement départemental d'évaluation des formations de tronc commun du SDIS64 <i>(enregistré au Contrôle de la Légalité de la Préfecture le 18 décembre 2014)</i>	54

## 2 - Autres actes réglementaires du Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques

Référence	Libellé	Page
<b>GDEC</b> N° 2014.3641	Arrêté du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et du Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Atlantiques complétant le tableau d'avancement au grade de Lieutenant de 1 <sup>ère</sup> classe de sapeurs-pompiers professionnels du SDIS64, au titre de l'année 2014, dans l'ordre suivant : n°20 – Jean-Noël ECHEVERRIA	56



**Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS**

Séance du : 05 novembre 2014

SAMP – SL/FR

**DÉLIBÉRATION  
RELATIVE A LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ EN VUE DE LA  
FOURNITURE DE VÉHICULES D'INCENDIE ET DE SECOURS (4 LOTS) –  
AUTORISATION A SIGNER**

Une procédure de mise en concurrence pour la fourniture de véhicules d'incendie et de secours (4 lots) a été lancée le 16 juillet 2014 : fourniture de deux camions citerne grande capacité (lot n°1), de deux camions citerne ruraux (lot n°2), d'un porte cellule (lot n°3) et de neuf véhicules légers hors route de type pick-up (lot n°4).

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 21 octobre 2014 pour examiner les offres proposées et attribuer les marchés aux offres économiquement les plus avantageuses.

Les critères de sélection des offres étaient les suivants :

- Pour les lots n°1 à 3 :

1° La qualité technique (50%) - 2° Le prix (42%) - 3° La durée de garantie du châssis (4%) – 4° La durée de garantie de l'équipement (4%) ;

- Pour le lot n°4 :

1° La qualité technique (46%) - 2° Le prix (46%) - 3° La durée de garantie (8%).

Le Bureau du Conseil d'administration du SDIS ;

**VU** le code des marchés publics ;

**VU** la délibération n°80-2014 du Conseil d'Administration du SDIS du 31 juillet 2014 portant délégation à son Bureau ;

**VU** l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 21 octobre 2014 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**1. AUTORISE** le Président à signer les marchés suivants :

OBJET	TITULAIRE	MONTANT HT	MONTANT TTC
<b>Désignation</b>			
Lot n°1 Fourniture de deux camions citerne grande capacité	<b>GIMAEX</b>	381 883,33 €	458 260,00 €
Lot n°2 Fourniture de deux camions citerne ruraux	<b>SIDES</b>	365 260,00 €	438 312,00 €
Lot n°3 Fourniture d'un porte-cellule	<b>NUENO TRUCKS</b>	122 458,75 €	146 950,50 €
Lot n°4 Fourniture de neuf véhicules légers hors route de type pick-up	<b>NTP ISUZU</b>	251 085,00 €	301 302,00 €

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 06/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/11/2014



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 05 novembre 2014

SJSA

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA REQUÊTE INTRODUITE  
DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU CONTRE LE SDIS64  
AUTORISATION A DÉFENDRE**

Un sapeur-pompier volontaire du SDIS64 intente un recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau à l'encontre d'un arrêté individuel en date du 27 juin 2014 portant sur la résiliation d'office de son engagement.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° 2014-80 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du conseil d'administration à son Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**AUTORISE** le Président du Conseil d'administration à représenter le SDIS64 dans les actions intentées contre lui devant le Tribunal administratif de PAU par le requérant dans l'affaire référencée sous le numéro 1401649-1 et les affaires liées à ce dossier.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 06/11/2014  
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/11/2014



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 05 novembre 2014

SJSA

**DÉLIBÉRATION RELATIVE AUX REQUÊTES INTRODUITES  
DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU CONTRE LE SDIS64  
AUTORISATION A DÉFENDRE**

Un sapeur-pompier professionnel du SDIS64 intente :

- deux recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau à l'encontre de deux arrêtés du 10 mars 2014, l'un relatif à la cessation de fonction et de nomination, l'autre relatif au régime indemnitaire ;
- un recours en annulation à l'encontre d'un arrêté du 26 mars 2014 portant reclassement.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° 2014-80 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du conseil d'administration à son Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**AUTORISE** le Président du Conseil d'administration à représenter le SDIS64 dans les actions intentées contre lui devant le Tribunal administratif de PAU par le requérant dans les affaires référencées sous les numéros 1401722-1 – 1401723-1 et 1401849-1 et les affaires liées à ces dossiers.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 06/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 05 novembre 2014

SJSA

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION DE PRESTATION DE  
RESTAURATION LORS DES RENCONTRES JURIDIQUES 2014  
AUTORISATION A SIGNER**

Les rencontres juridiques édition 2014 sont organisées par le SDIS76. A cette occasion, ce dernier s'engage à fournir une prestation de restauration pour les agents des SDIS participants. Deux agents du SDIS64 participeront à cette manifestation les 9 et 10 octobre 2014.

Le Bureau du Conseil d'administration du SDIS ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDÉRANT** la participation de deux agents du SDIS64 aux rencontres juridiques édition 2014 à Rouen.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de conclure une convention relative à la prestation de restauration lors des rencontres juridiques édition 2014 du 09 au 10 octobre 2014 ;
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à la prestation de restauration lors des rencontres juridiques édition 2014.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 06/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 05 novembre 2014

GDEC/SR

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION DE STAGE  
DE MISE EN PRATIQUE AU SERVICE FINANCES  
ENTRE L'INFA ET LE SDIS64  
AUTORISATION A SIGNER**

La convention de stage a pour objet de préciser les modalités d'accueil auprès des services du SDIS64 de Madame Sylvia RAMIER, étudiante, dans le cadre d'un stage en immersion pratique afin de prendre connaissance et s'imprégner de l'organisation, des procédures et des outils utilisés au service des Finances.

Ce stage s'effectuera au SDIS 64, service Finances, 33 Avenue du Général Leclerc, 64000 Pau.

La durée totale de la formation est de 126 heures sur la période du 8 décembre 2014 au 2 janvier 2015.

Le stage est sanctionné par une attestation de présence et n'ouvre pas droit à une gratification.

La stagiaire sera astreinte à une obligation de confidentialité et de réserve.

Le Bureau du Conseil d'administration du SDIS ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° 80-2014 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du CASDIS au Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**AUTORISE** le Président à signer la convention relative au stage en immersion pratique intitulé « stage de mise pratique au service finances du SDIS64 » de Madame Sylvia RAMIER.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 06/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 05 novembre 2014

GDEC/SR

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION DE STAGE  
D'OBSERVATION DU GROUPEMENT DES SYSTEMES D'INFORMATION  
ENTRE LE CESI ET LE SDIS64  
AUTORISATION A SIGNER**

La convention de stage a pour objet de préciser les modalités d'accueil auprès des services du SDIS64 de Monsieur Gauthier DEBA, étudiant, dans le cadre d'un stage en immersion pratique afin de prendre connaissance et s'imprégner de l'organisation, des procédures et des outils utilisés au Groupement des Systèmes d'Information du SDIS 64.

Ce stage s'effectuera au SDIS 64, au Groupement des Systèmes d'information, 33 Avenue du Général Leclerc, 64000 Pau.

La durée totale de la formation est de 350 heures sur la période du 15 septembre 2014 au 21 novembre 2014.

Le stage est sanctionné par une attestation de présence et donne lieu à une gratification égale à 12.5% du plafond de la sécurité sociale.

Le stagiaire sera astreint à une obligation de confidentialité et de réserve.

Le Bureau du Conseil d'administration du SDIS ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° 80-2014 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du CASDIS au Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**AUTORISE** le Président à signer la convention relative au stage en immersion pratique intitulé « stage d'observation du Groupement des Systèmes d'Information du SDIS64 » de Monsieur Gauthier DEBA.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 06/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/11/2014



**Conseil d'administration  
du SDIS**

Séance du : 27 novembre 2014

GDAF/ SFIN

**DÉLIBÉRATION RELATIVE  
AUX PRESTATIONS ET INDEMNITÉS DE CONSEIL AU  
PAYEUR DÉPARTEMENTAL**

Le Conseil d'administration du S.D.I.S,

**VU** l'article 97 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, les départements et des régions ;

**VU** le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services déconcentrés de l'Etat ou les établissements publics de l'Etat ;

**VU** l'arrêté interministériel du 12 juillet 1990 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouées aux comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor, chargés des fonctions de payeur des départements, des régions et de leurs établissements publics.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**DÉCIDE :**

1. De demander le concours du Payeur départemental des Pyrénées-Atlantiques, pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, financière et comptable ;
2. D'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an ;
3. Que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 5 de l'arrêté interministériel susvisé et sera attribuée à M. Bernard MOUESCA, Payeur départemental, comptable du SDIS des Pyrénées-Atlantiques

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDAF / SFIN

**DÉLIBÉRATION RELATIVE  
A LA DÉCISION MODIFICATIVE N°3 DE L'EXERCICE 2014**

Cette décision modificative (DM n°3) a pour objet d'ajuster des montants :

En section de fonctionnement

- augmenter de 1 200,00 € les crédits inscrits au chapitre 67 pour couvrir les frais de pénalités générés dans le cadre de la protection fonctionnelle et le paiement de dégâts occasionnés aux particuliers lors d'interventions des sapeurs-pompiers ;
- diminuer, en conséquence de l'augmentation des frais exceptionnels, le montant des dépenses imprévues inscrites au chapitre 022 de 1 200,00 €.

En section d'investissement :

- inscrire 301,00 € au compte 275 « Dépôt et cautionnement » pour le paiement des frais de caution relatifs à la location du logement de la Pierre Saint-Martin ;
- diminuer le montant des frais d'études prévus au compte « 2031 » du même montant soit 301,00 €.

Le Conseil d'administration du S.D.I.S,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M61 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**APPROUVE** la décision modificative n°3 de l'exercice 2014 telle qu'annexée.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

## SDIS64 - BUDGET PRINCIPAL - Exercice 2014

DECISION MODIFICATIVE N°3 / 2014

## SECTION FONCTIONNEMENT

Chapitre	Nature	Libellé	Opération	Propositions nouvelles
RECETTES				
				0,00
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		0,00
DEPENSES				
67	678	Ayres charges exceptionnelles		1 200,00
022	022	Dépenses imprévues		-1 200,00
		<i>Total des dépenses réelles</i>		<i>0,00</i>
		<i>Total des dépenses d'ordre</i>		<i>0,00</i>
		TOTAL DES DEPENSES FONCTIONNEMENT		0,00

## SECTION INVESTISSEMENT

Chapitre	Nature	Libellé	Opération	Propositions nouvelles
RECETTES				
				0,00
		<i>Total des recettes réelles</i>		<i>0,00</i>
		<i>Total des recettes d'ordre</i>		<i>0,00</i>
		TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00
DEPENSES				
Chap/Chap de programme	Nature	Libellé	Opération	Propositions nouvelles
20	2031	Frais d'études		-301,00
27	275	Dépôt et cautionnement versés		301,00
		<i>Total des dépenses d'équipement</i>		<i>0,00</i>
		<i>Total des dépenses individualisées en programmes</i>		<i>0,00</i>
		TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00

<b>IV - ANNEXES</b>	
<b>ARRETE ET SIGNATURES</b>	

Nombre de membres en exercice : 25  
Nombre de membres présents : 15  
Nombre de suffrages exprimés : 15

VOTES :  
Pour : 15  
Contre : 0  
Abstentions : 0

Date de convocation : 27 OCT. 2014

Présenté par ... (1)  
A ... le ...

Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session le 27 NOV. 2014  
A ... le ...

Les membres du conseil d'administration,

D73/2014



A collection of approximately 15 handwritten signatures in black ink, arranged in a loose grid. The signatures vary in style, from simple loops to more complex, stylized letters. Some are clearly legible, while others are more abstract.

Acte certifié exécutoire  
- Par publication ou notification le 27/11/2014  
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDAF/SFIN

## DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONTRIBUTION GLOBALE DES COMMUNES ET DES EPCI AU BUDGET 2015

La présente délibération a pour objet de fixer le taux d'évolution de la contribution globale des communes et des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au budget 2015 du SDIS 64, selon la méthode actée par délibération n°121 du Conseil d'administration du 17 novembre 2009 (prise en compte du taux prévisionnel d'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation des ménages hors tabac associé au projet de loi de finances de l'année).

Au titre du budget 2014, le taux d'évolution était de 1,3% (pour mémoire en 2011, il était de 1,6%, en 2012 de 1,7% et en 2013 de 1,75%).

Conformément à la méthode fixée lors du Conseil d'administration de novembre 2009, le taux d'évolution proposé pour l'année 2015 est de 0.9 %.

Le Conseil d'administration du SDIS,

**VU** l'article L1424-35 du Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n°121-2009 du 17 novembre 2009.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**DÉCIDE** de fixer le taux d'évolution des contributions communales et des EPCI pour l'année 2015 à + 0.9 %.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Conseil d'Administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDAF/SFIN

**DÉLIBÉRATION RELATIVE AU COMPTE-RENDU  
DE MONSIEUR LE PRÉSIDENT EN MATIÈRE DE RÉALISATION D'EMPRUNT  
INFORMATION DE L'ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE**

Le budget 2014 du SDIS64, dans l'annexe de la dette, présente un montant total de capital restant dû de 42 498 829 €.

Tout au long de l'exercice, les taux d'emprunt ont atteint des niveaux très bas, cela a été l'occasion pour les emprunteurs de renégocier leur crédit et de réaliser des économies.

Par délibération n°2014/81 du 31 juillet 2014, une délégation a été confiée au Président afin de négocier et de contracter les emprunts.

Cette délibération prévoit de rendre compte de l'utilisation de cette délégation lors de la séance du conseil d'administration suivant la décision.

L'audit de la dette effectuée en février 2014 relève que deux des emprunts du SDIS64 pouvaient faire l'objet de réaménagement car la marge contractuelle de 3 % était bien plus élevée que les conditions de financements du marché. De plus aucune indemnité n'était prévue en cas de remboursement anticipé.

Il s'agit des emprunts contractés auprès de la Caisse d'Epargne (encours 866 666,64 €) et du Crédit Agricole (encours 2 262 495,78 €).

Le SDIS64 a sollicité les deux banques afin de diminuer le niveau de marge des emprunts. La CE a fait un réel effort sur le coût de financement de son emprunt, le Crédit Agricole a fait des propositions non satisfaisantes. Une nouvelle consultation a été lancée dans le cadre de refinancement de ce second emprunt. La proposition de la Banque Postale a alors été retenue en raison des conditions financières plus favorables.

Les contrats signés présentent les caractéristiques suivantes :

L'offre de la Caisse d'Epargne

	Ancien CE	REFINANCEMENT CE
Montant (CRD)	866 666,64 €	866 666,64 €
Durée	13 ans	13 ans
Index	EURIBOR 3 MOIS	EURIBOR 3 MOIS
Marge	3.10 %	1.52 %
Base	Exact/360	30/360
Indemnité de remboursement anticipé	Néant	2.5 % du CRD
Frais	0 €	900 €
Amortissement	Trimestriel/Linéaire	Trimestriel/Progressif
Economie budgétaire estimée		87,9 K€

## L'offre de la Banque Postale

	Ancien CA-CIB	REFINANCEMENT LBP
Montant (CRD)	2 262 495,78 €	2 262 495,78 €
Durée	13 ans	13 ans
Index	EURIBOR 3 MOIS	EURIBOR 3 MOIS
Marge	3.00 %	1.39 %
Base	Exact/360	30/360
Indemnité de remboursement anticipé	Néant	0,35 % x nb année résiduelle x Capital remboursé
Frais	0	3 393,74 €
Amortissement	Annuel/Progressif	Trimestriel/Progressif
Somme des intérêts estimée (sur la base de l'index Euribor 3 mois à la date de mise en place du nouveau prêt : 0,082 %)	525,4 K€	247,3 K€
Economie budgétaire estimée		274,7 K€

Le Conseil d'Administration du SDIS ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 1424-30 ;

VU la délibération du Conseil d'Administration du SDIS n°2014/81 du 31 juillet 2014 portant délégation du Conseil d'Administration à son Président en matière d'emprunt ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **PREND ACTE** de la passation des contrats d'emprunt aux caractéristiques décrites ci-dessus.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS




Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDAF/SFIN

**DÉLIBÉRATION  
RELATIVE A LA MISE A JOUR DU TABLEAU DES AMORTISSEMENTS  
PRATIQUÉS PAR LE SDIS**

Par délibération n°011/2013 du 13 février 2013, le Conseil d'administration a fixé la durée d'amortissement des différentes immobilisations acquises par le SDIS64.

L'évolution des techniques et des modes d'utilisation impose d'adapter le tableau d'amortissement afin de rapprocher les durées d'amortissement comptable de l'amortissement technique des matériels.

Le SDIS64 envisage l'acquisition de nouveaux matériels de radio. Leur exposition aux conditions climatiques rigoureuses accélère prématurément leur usure et par conséquent la durée d'utilisation est estimée à deux ans (2 ans). Il convient d'intégrer ce nouveau matériel dans le tableau des amortissements applicables par le SDIS.

Le Conseil d'administration du SDIS,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

**VU** l'instruction comptable M61 ;

**VU** la délibération n°011/2013 du 13 février 2013.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**DÉCIDE** la modification du tableau d'amortissement à compter de novembre 2014 ;

**AUTORISE** la création d'une durée d'amortissement de 2 ans pour la catégorie de biens « petit matériel radio zone montagne ».

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	Délibération du Conseil d'administration du SDIS
AMORTISSEMENT Linéaire	Biens de faible valeur : Seuil d'amortissement sur un an : 500 € TTC	N° 026/2012 Séance du 13 mars 2012

CATEGORIES DES BIENS	Durée d'amortissement (en années)	ARTICLE BUDGETAIRE
PETIT MATERIEL RADIO ZONE MONTAGNE	2	21531-21532-21578

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



**Conseil d'administration  
du SDIS**

Séance du : 27 novembre 2014

SHYS / MG

**DÉLIBÉRATION  
RELATIVE A LA COMPOSITION ET AU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ  
D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

L'article 67 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile prévoit la création d'un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail dans chaque SDIS, sans conditions d'effectifs.

La loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'Hygiène et la Sécurité au Travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale fixent les nouvelles dispositions relatives aux modalités de fonctionnement des Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

La réglementation a ainsi élargi les attributions du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail en les dotant notamment de la compétence sur les conditions de travail.

La circulaire ministérielle du 12 octobre 2012 apporte des précisions sur la notion de conditions de travail.

La notion de Conditions de Travail peut être définie, conformément aux différents accords-cadres du secteur privé, comme portant notamment sur les domaines suivants :

- L'organisation du travail : charge de travail, rythme, pénibilité des tâches, élargissement et enrichissement des tâches ;
- L'environnement physique de travail : température, éclairage, bruit, poussière, vibrations ;
- L'aménagement des postes de travail et leur adaptation à l'homme ;
- La construction, l'aménagement et l'entretien des lieux de travail et de leurs annexes ;
- La durée et les horaires de travail ;
- L'aménagement du temps de travail : travail de nuit, travail posté ;
- Les nouvelles technologies et leurs incidences sur les conditions de travail.

L'article 28 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié prévoit que l'organe délibérant fixe le nombre de représentants de la collectivité et le nombre de représentants du personnel.

Ce même article précise que pour fixer ce nombre, il doit être tenu compte de l'effectif des agents titulaires et non titulaires et de la nature des risques professionnels.

Pour les collectivités employant au moins 200 agents, le nombre de membres titulaires ne saurait être inférieur à 3 ni supérieur à 10.

De plus, l'article 54 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, alinéa I, prévoit que l'avis du Comité est émis à la majorité des représentants du personnel présents ayant voix délibérative.

Tout comme pour le Comité Technique, le respect du paritarisme n'est donc plus exigé.

Son maintien est prévu par l'alinéa II de ce même article. Pour cela, l'organe délibérant doit avoir adopté une délibération prévoyant le recueil de l'avis des représentants de la collectivité.

Dans ce cas, l'avis du Comité est rendu lorsqu'ont été recueillis, d'une part, l'avis du collège des représentants du personnel et d'autre part, l'avis du collège des représentants de la collectivité.

Le Conseil d'administration du SDIS ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**VU** la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

**VU** le protocole d'accord du 20 novembre 2009 sur la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique territoriale ;

**VU** la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social ;

**VU** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relative aux comités techniques des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

**VU** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

**VU** le décret n°2012-170 du 3 février 2012 modifiant le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

**VU** la circulaire ministérielle du 12 octobre 2012 ;

**VU** la nature des risques professionnels ;

**VU** l'avis favorable du Comité Technique en date du 18 novembre 2014 ;

**CONSIDÉRANT** la délibération n°2014/72 relative à la définition des conditions de composition et de fonctionnement du Comité Technique ;

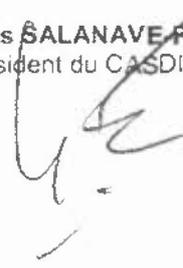
**CONSIDÉRANT** par analogie avec le Comité Technique, l'intérêt de disposer d'une instance permettant d'optimiser le dialogue social au sein de la structure en favorisant l'échange le plus large possible entre élus des personnels et membres de l'organe délibérant ;

**CONSIDÉRANT** que l'effectif de la collectivité est supérieur à 200 agents ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de créer un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail pour l'établissement public SDIS, dont le siège est situé à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, 33 avenue du Maréchal Leclerc, 64000 PAU ;
2. **FIXE** à six le nombre de représentants titulaires du personnel ;
3. **DÉCIDE** de maintenir le paritarisme au sein du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail du SDIS 64, en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
4. **DÉCIDE** de recueillir l'avis des représentants de la collectivité au même titre que celui des représentants du personnel ;

Yves SALANAVE PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDAF

**DÉLIBÉRATION RELATIVE  
A LA DÉSIGNATION DES MEMBRES  
DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES**

Le Conseil d'administration du S.D.I.S,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code des marchés publics ;

**VU** la délibération n°2014/82 du 31 juillet 2014 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de compléter la délibération n°2014/82 du 31 juillet 2014 et de désigner un suppléant au Président de la Commission d'appel d'offres.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**1- DÉCIDE :**

- que le premier paragraphe de l'article 1. de la délibération n°2014/82 du 31 juillet 2014 est complété par : « En cas d'absence du Président de la Commission d'appel d'offres, ce dernier sera remplacé par le Président du Conseil d'administration ».

Le reste sans changement.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014

Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

SFIN/ET

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A L'ADMISSION EN NON-VALEUR  
DE CRÉANCES NON RECOUVRÉES**

Si les titres émis par le SDIS n'ont pu être recouverts malgré plusieurs relances (rappels de commandement de payer, huissier pour saisine) ou après recherches infructueuses du débiteur, le comptable peut demander leur admission en non-valeur.

Il s'agit alors d'une dépense de fonctionnement.

Le Payeur départemental a engagé toutes les démarches nécessaires au recouvrement des cinq titres suivants :

- 3 titres de recette dans le cadre de remboursement de repas pris au restaurant administratif CHP
- 1 titre de recette dans le cadre d'un remboursement de sommes indument perçues au titre de vacation
- 1 titre de recette dans le cadre d'un remboursement de frais de présidence de jury

Le rapport définitif du Payeur, arrêté le 24 septembre 2014, indique que :

- Trois titres d'un même créancier sont de montant minime, ne nécessitant pas de poursuite
- Un second créancier fait l'objet d'une liquidation judiciaire
- Et enfin les poursuites engagées à l'encontre du troisième créancier sont restées sans effet.

En conséquence pour ces cinq titres, les sommes ne seront jamais réglées.

Il est proposé d'émettre un avis favorable à l'admission en non-valeur des titres de recettes ci-après détaillés, émis par le SDIS sur les exercices 2011 et 2012, pour un montant total de 468.06 €.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la délibération n° 2014/80 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du conseil d'administration à son Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**1. AUTORISE** l'admission en non-valeur des titres de recettes ci-après :

Exercice	N° TITRE	Débiteur	OBSERVATIONS	MONTANT €
2011	304	MARIANNE PASCAL	Créance minime	5.60
2012	266	MARIANNE PASCAL	Créance minime	6.00
2012	321	LE BRISSE TITOUAN	Poursuite sans effet	115.48
2012	33	MACC1	Poursuite sans effet / liquidation judiciaire	334.98
2012	368	MARIANNE PASCAL	Créance minime	6.00
			<b>TOTAL</b>	<b>468.06</b>

**2. DIT** que les crédits seront inscrits au budget au chapitre 65, à l'article 6541 pour un montant total de 468.06 €.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014

19



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

SJSA

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA REQUÊTE INTRODUITE  
DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU CONTRE LE SDIS64  
AUTORISATION A DÉFENDRE**

Un syndicat intente un recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau à l'encontre de dispositions de l'arrêté n°2013/88 portant modification du règlement intérieur du SDIS64 du 26 juin 2013 et de la délibération n°2014/73 du conseil d'administration du 19 juin 2014 portant modification du règlement intérieur relatif à la gestion des temps suite à la parution du décret n°2013-1186 du 18 décembre 2013.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° 2014-80 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du conseil d'administration à son Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**AUTORISE** le Président du Conseil d'administration à représenter le SDIS64 dans les actions intentées contre lui devant le Tribunal administratif de PAU par le requérant dans l'affaire référencée sous le numéro 1402022-1 et les affaires liées à ce dossier.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

SJSA

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA REQUÊTE INTRODUITE  
DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU CONTRE LE SDIS64  
AUTORISATION A DÉFENDRE**

Un sapeur-pompier professionnel du SDIS64 intente un recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau à l'encontre d'une décision de refus de protection fonctionnelle en date du 11 août 2014.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° 2014-80 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du conseil d'administration à son Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**AUTORISE** le Président du Conseil d'administration à représenter le SDIS64 dans les actions intentées contre lui devant le Tribunal administratif de PAU par le requérant dans l'affaire référencée sous le numéro 1402018-1 et les affaires liées à ce dossier.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



**Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS**

Séance du : 27 novembre 2014  
GDEC / SR

**DÉLIBÉRATION  
RELATIVE A L'ADHÉSION AU CENTRE DE GESTION DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES POUR LA PRESTATION SANTÉ AU TRAVAIL**

Sur la base de l'article 108-2 de la loi du 26 janvier 1984, les collectivités doivent disposer d'un service de médecine préventive soit en créant leur propre service, soit en adhérant au service créé par le centre de gestion. Le service est consulté par l'autorité territoriale sur les mesures de nature à améliorer l'hygiène générale des locaux, la prévention des accidents et des maladies professionnelles et l'éducation sanitaire.

Le service de médecine préventive a pour mission d'éviter toute altération de l'état de santé des agents du fait de leur travail, notamment en surveillant les conditions d'hygiène du travail, les risques de contagion et l'état de santé des agents. A cet effet, ils font l'objet d'une surveillance médicale et sont soumis à un examen médical au moment de l'embauche ainsi qu'à un examen médical périodique.

Le centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques propose une nouvelle convention Santé au travail qui prévoit l'intervention de médecins de prévention assistés d'une équipe pluridisciplinaire (conseillers de prévention, ergonomes, psychologues du travail, assistantes sociales, correspondant handicap).

Le SDIS64 est actuellement adhérent jusqu'au 31 décembre 2014 à la convention proposée par le centre de gestion pour la prestation médecine préventive. Il s'agit avec cette nouvelle convention de mieux formaliser les conditions d'intervention de l'équipe pluridisciplinaire.

Pour l'année 2015, la tarification est inchangée et est fixée à 50 € par an et par agent employé au SDIS au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction Publique Territoriale et notamment l'article 108-2 ;

**VU** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

**VU** la délibération n° 014/80 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du CASDIS au Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** d'adhérer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 à la convention Santé au travail proposée par le Centre de Gestion des Pyrénées-Atlantiques ;
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention proposée en annexe en deux exemplaires ;
3. **DIT** que les crédits sont prévus au budget de l'exercice.

**Yves SALANAVE-PÉHÉ**  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDEC – SFOR – SMP

**DÉLIBÉRATION RELATIVE AU RENOUELEMENT DE LA CONVENTION  
D'UTILISATION, A TITRE ONÉREUX, DE LA PISCINE  
DE "PLAN COUSUT" A BIARRITZ  
AUTORISATION A SIGNER**

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Président du CASDIS à signer la convention, à titre onéreux, entre le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques et l'association "LES PEP 64", représentée par son président, Monsieur GOUAILLARDET Jean-Jacques, portant sur la convention d'utilisation de la piscine de "Plan Cousut" par les sapeurs-pompiers, dans le cadre d'activités nautiques.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

**VU** la délibération du CASDIS n° 2014/80 du 31 juillet 2014 portant délégation du Conseil d'administration à son Bureau ;

**CONSIDÉRANT** que les sapeurs-pompiers effectueront sur ce site des activités nautiques pour la période du 9 octobre 2014 au 9 avril 2015 (8 jours en 2014 et 12 jours en 2015).

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de conclure une convention entre l'association "LES PEP 64" et le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques, relative au renouvellement de l'autorisation d'utilisation, à titre onéreux, de la piscine de "Plan Cousut" à Biarritz.
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à l'utilisation, à titre onéreux, de la piscine de "Plan Cousut" à Biarritz du 9 octobre 2014 au 9 avril 2015.
3. **DIT** que les crédits nécessaires à l'application de cette convention sont inscrits au budget primitif du Sdis 64.

**Yves SALANAVE-PÉHÉ**  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDEC-SFOR

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION PORTANT SUR LA MISE A  
DISPOSITION A TITRE GRACIEUX D'UN COMPLEXE SPORTIF MUNICIPAL  
PAR LA COMMUNE D'ARTHEZ-DE-BÉARN  
AUTORISATION A SIGNER**

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Président du CASDIS à signer la convention entre le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques et la Commune d'Arthez-de-Béarn, portant sur la mise à disposition des sapeurs-pompiers, à titre gracieux, du complexe sportif municipal dans le cadre de leurs activités sportives.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

**VU** la délibération du CASDIS n° 2011/80 du 31 juillet 2014 portant délégation du Conseil d'administration à son Bureau ;

**CONSIDÉRANT** que les Sapeurs-Pompiers effectueront au sein de ces installations des entraînements sportifs au cours de l'année 2014, les mercredis après-midi à partir de 17 heures hors période de vacances scolaires ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de conclure une convention avec la Commune d'Arthez-de-Béarn relative à la mise à disposition, à titre gracieux, du complexe sportif municipal dans le cadre des activités sportives des sapeurs-pompiers.
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à la mise à disposition, à titre gracieux, du complexe sportif appartenant à la commune d'Arthez-de-Béarn pour l'année 2014.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDEC-SFOR

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION PORTANT SUR LA MISE A  
DISPOSITION A TITRE GRACIEUX D'UNE PISCINE MUNICIPALE  
PAR LA COMMUNE D'ARTHEZ-DE-BÉARN  
AUTORISATION A SIGNER**

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Président du CASDIS à signer la convention entre le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques et la commune d'Arthez-de-Béarn, portant sur la mise à disposition des sapeurs-pompiers, à titre gracieux, de la piscine municipale dans le cadre de leurs activités sportives.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

**VU** la délibération du CASDIS n° 2014/80 du 31 juillet 2014 portant délégation du Conseil d'administration à son Bureau ;

**CONSIDÉRANT** que les Sapeurs-Pompiers effectueront au sein de ces installations des entraînements "piscine" au cours de l'année 2014, les mercredis de 18 heures à 19 h 30 pendant la période d'été ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de conclure une convention avec la commune d'Arthez-de-Béarn relative à la mise à disposition, à titre gracieux, de la piscine municipale dans le cadre d'activités sportives des sapeurs-pompiers.
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à la mise à disposition, à titre gracieux, de la piscine appartenant à la commune d'Arthez-de-Béarn pour l'année 2014.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDEC – SFOR - SMP

**DÉLIBÉRATION RELATIVE AU RENOUELEMENT DE LA CONVENTION  
D'UTILISATION, A TITRE ONÉREUX, DE LA STRUCTURE ARTIFICIELLE  
D'ESCALADE D'OLORON-SAINTE-MARIE PAR LES SAPEURS-POMPIERS DU  
GSMSP 64  
AUTORISATION A SIGNER**

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Président du CASDIS à signer la convention, à titre onéreux, entre le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques et l'association "LE MUR", gestionnaire de la structure artificielle d'escalade d'Oloron Sainte-Marie, représentée par sa présidente, Mademoiselle SINET Céline, portant sur le renouvellement de l'autorisation d'utilisation de la structure artificielle d'escalade par les sapeurs-pompiers, membres du GSMSP64, dans le cadre de la pratique de l'escalade.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

**VU** la délibération du CASDIS n° 2014/80 du 31 juillet 2014 portant délégation du Conseil d'administration à son Bureau ;

**CONSIDÉRANT** que les Sapeurs-Pompiers du GSMSP effectueront sur ce site des entraînements à la pratique de l'escalade.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de conclure une convention entre l'association "LE MUR" et le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques, relative au renouvellement de l'autorisation d'utilisation, à titre onéreux, de la structure artificielle d'escalade par les sapeurs-pompiers, membres du GSMSP 64, dans le cadre de la pratique de l'escalade.
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à l'utilisation, à titre onéreux, de la structure artificielle d'escalade d'Oloron Sainte-Marie du 1<sup>er</sup> septembre 2014 au 31 août 2015.
3. **DIT** que les crédits nécessaires à l'application de cette convention sont inscrits au budget primitif 2014.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légimité le 27/11/2014



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDEC-SFOR

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION PORTANT SUR LA MISE A  
DISPOSITION A TITRE GRACIEUX DE LA PISCINE MUNICIPALE  
PAR LA COMMUNE DE BILLÈRE  
AUTORISATION A SIGNER**

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Président du CASDIS à signer la convention entre le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques et la COMMUNE de BILLÈRE, portant sur la mise à disposition des sapeurs-pompiers, à titre gracieux, de la piscine municipale, rue du Golf, les dimanches de 8h00 à 9h00, dans le cadre de la pratique d'activités nautiques.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

**VU** la délibération du CASDIS n° 14-2011 du 09 mai 2011 portant délégation du Conseil d'administration à son Bureau ;

**CONSIDÉRANT** que les Sapeurs-Pompiers effectueront au sein de ces installations des entraînements les dimanches de 08 heures à 09 heures pour la période du 1<sup>er</sup> août 2014 au 31 juillet 2015.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de conclure une convention avec la Commune de BILLÈRE relative à la mise à disposition, à titre gracieux, de la piscine municipale dans le cadre de la pratique d'activités nautiques par les sapeurs-pompiers pour la période du 1<sup>er</sup> août 2014 au 31 juillet 2015.
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à la mise à disposition, à titre gracieux, de la piscine appartenant à la commune de BILLÈRE pour la période du 1<sup>er</sup> août 2014 au 31 juillet 2015.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014

27



Bureau Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDEC – SFOR-SMP

**DÉLIBÉRATION RELATIVE AU RENOUELEMENT DE  
LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION, A TITRE GRACIEUX,  
D'UN SITE POUR MANŒUVRES INCENDIE  
AUTORISATION A SIGNER**

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Président du CASDIS à signer la convention entre le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques et la commune de Larressore, portant sur le renouvellement de la mise à disposition des sapeurs-pompiers du SDIS 64 de la maison Gutibaratzea, quartier Inthalatz à Larressore.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale ;

**VU** la délibération du CASDIS n° 2014/80 du 31 juillet 2014 portant délégation du Conseil d'administration à son Bureau ;

**CONSIDÉRANT** que les sapeurs-Pompiers effectueront sur ce site des manœuvres de lutte contre l'incendie en fonction des périodes définies entre les parties.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de renouveler la convention entre la commune de Larressore et le Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques, relative à la mise à disposition des sapeurs-pompiers du SDIS 64 à titre gracieux, de la maison Gutibaratzea, quartier Inthalatz, dans le cadre de manœuvres de lutte contre l'incendie pour une durée de un an à compter de la signature par les deux parties.
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à la mise à disposition, à titre gracieux, de la maison Gutibaratzea, quartier Inthalatz appartenant à la commune de Larressore.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDSI-SSIG

**DELIBERATION RELATIVE A  
LA PLATE-FORME DE L'INFORMATION GEOGRAPHIQUE  
MUTUALISEE EN AQUITAINE (PIGMA)  
CONVENTION DE PARTENARIAT POUR  
LA MISE A DISPOSITION DE DONNEES NUMERIQUES  
AUTORISATION A SIGNER**

La présente délibération a pour objet d'autoriser le Président du CASDIS à signer la convention tripartite entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Atlantiques, l'Agence Publique de Gestion Locale et le Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques afin de mettre à disposition des données numériques dans le cadre de l'enrichissement de la Plate-forme Mutualisée en Aquitaine (PIGMA).

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DECIDE** de conclure une convention relative à la mise à disposition, à titre gracieux, de données numériques avec l'Agence Publique de Gestion Locale et le Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques à compter de la date de la signature pour un période de deux ans renouvelable par tacite reconduction pour une durée identique ;
2. **AUTORISE** le Président à signer la convention relative à la mise à disposition de données numériques avec l'Agence Publique de Gestion Locale et le Groupement d'Intérêt Public Aménagement du Territoire et Gestion des Risques.

**Yves SALANAVE-PÉHÉ**  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration

Séance du : 27 novembre 2014

GDMG/SDAI

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION D'ÉLIMINATION  
DES DÉCHETS ASSIMILÉS AUX ORDURES MÉNAGÈRES  
DU CIS D'OLORON SAINTE-MARIE AVEC LE SICTOM DU HAUT BÉARN  
AUTORISATION A SIGNER**

Le Bureau du Conseil d'administration,;

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

**VU** la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées ;

**VU** la loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

**VU** le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

**VU** la circulaire n°95-49 du 13 avril 1995 relatif à la mise en application du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** de conclure la convention relative à l'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du centre d'incendie et de secours d'Oloron Sainte-Marie avec le SICTOM du Haut Béarn ;
2. **AUTORISE** le Président à signer les conventions relatives à l'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du centre d'incendie et de secours d'Oloron Sainte-Marie au titre de l'année 2014 ;
3. **DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014.

**Yves SALANAVE-PÉHÉ**  
Président du CASDIS

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration

Séance du : 27 novembre 2014

GDMG / SMAI

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION  
D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS ASSIMILÉS AUX  
ORDURES MÉNAGÈRES DU CIS DE SAUVETERRE-DE-BÉARN  
AUTORISATION A SIGNER**

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

**VU** la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées ;

**VU** la loi n°96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

**VU** le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

**VU** la circulaire n°95-49 du 13 avril 1995 relatif à la mise en application du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

- 1. AUTORISE** le Président à signer avec la communauté de communes de Sauveterre-de-Béarn l'avenant n°3 relatif à la convention d'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du centre d'incendie et de secours de Sauveterre-de-Béarn avec la communauté de communes de Sauveterre de Béarn au titre de l'année 2014.
- 2. DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration

Séance du : 27 novembre 2014

GDMG/SMAI

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION  
D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS ASSIMILÉS AUX  
ORDURES MÉNAGÈRES DU CIS D'ANGLET  
AUTORISATION A SIGNER**

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;

**VU** la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées ;

**VU** la loi n°96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours ;

**VU** le décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages ;

**VU** la circulaire n°95-49 du 13 avril 1995 relatif à la mise en application du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, notamment aux déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

- 1. DÉCIDE** de conclure la convention relative à l'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du centre d'incendie et de secours d'Anglet avec l'Agglomération Côte Basque-Adour ;
- 2. AUTORISE** le Président à signer la convention relative à l'élimination des déchets assimilés aux ordures ménagères du centre d'incendie et de secours d'Anglet avec l'Agglomération Côte Basque – Adour au titre de l'année 2014 ;
- 3. DIT** que les crédits sont inscrits au budget primitif 2014.

Yves ~~S~~ALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDMG

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA CONVENTION D'OCCUPATION D'UN GARAGE  
DÉPARTEMENTAL PAR LE SDIS64 POUR LE REMISAGE D'UN VEHICULE DE  
LIAISON HORS ROUTE (V.L.H.R.)  
POUR LA PÉRIODE DU 25 NOVEMBRE 2014 AU 15 AVRIL 2015  
AUTORISATION A SIGNER**

Afin de permettre aux sapeurs-pompiers volontaires du SDIS64 de remiser un véhicule, propriété de l'occupant, de marque Land-Rover, de type Véhicule de Liaison Hors Route (V.L.H.R.) et immatriculé 1605 YE 64, le cédant met à disposition de l'occupant le garage situé dans le parking souterrain en sous-sol de la Maison de la Pierre à la station de la Pierre Saint-Martin, commune d'Arette.

La durée de la convention est conclue pour la période du 25 novembre 2014 au 15 avril 2015.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales;

**VU** le Code civil ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **DÉCIDE** la signature de la convention d'occupation d'un garage à titre gracieux entre le SDIS64 et le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques pour la période du 25 novembre 2014 au 15 avril 2015.
2. **AUTORISE** le président à signer la convention d'occupation d'un garage entre le SDIS64 et le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques.
3. **DIT** que l'occupation des locaux est consentie à titre gratuit.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

GDEC

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA SUPPRESSION  
ET CRÉATION DE POSTES**

Le besoin identifié du Service départemental d'incendie et de secours des Pyrénées-Atlantiques nécessite de revoir la définition des emplois concernés (cadre d'emplois afférent au poste selon les missions redéfinies).

	POSTES ACTUELS A SUPPRIMER			POSTES A CREER		
	Affectation	Définition du poste	Grade	Affectation	Définition du poste + commentaires	Grade
1	Groupe ment des systèmes d'information – Service SIG	1 Emploi technicien SIG	1 adjoint technique principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Groupe ment des systèmes d'information – Service SIG	1 Emploi technicien SIG	1 agent de maîtrise à technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe
2	Groupe ment des systèmes d'information – Service SSUP	1 Emploi gestionnaire de parc	1 adjoint technique de 1 <sup>ère</sup> classe	Groupe ment des systèmes d'information – Service SSUP	1 Emploi gestionnaire de parc	1 technicien territorial à technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe
3	Groupe ment des systèmes d'information – Service SSUP	1 Emploi d'assistant administratif	1 adjoint administratif principal de 1 <sup>ère</sup> classe	Groupe ment des systèmes d'information – Service SSUP	1 Emploi de technicien support et/ou formation des systèmes d'information	1 rédacteur territorial à rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe
4	Corps départemental	Emplois de sapeurs pompiers non officiers	2 sapeurs de 2 <sup>ème</sup> classe à caporaux	Corps départemental	2 emplois de sapeurs-pompiers non officiers	2 sapeurs de 2 <sup>ème</sup> classe à adjudants
5	Groupe ment Ouest – CIS ANG	1 emploi de chef de bureau	1 capitaine	Groupe ment Ouest CIS ANG	1 emploi de chef de bureau	1 lieutenant de 1 <sup>ère</sup> classe à capitaine
6	Groupe ment Gestion des risques – Service Prévention	1 emploi d'officier expert prévention	1 commandant	Groupe ment Gestion des risques – Service Prévention	1 emploi d'officier expert prévention	1 lieutenant de 1 <sup>ère</sup> classe à capitaine

Je vous propose donc de supprimer les postes ainsi définis et de créer en concomitance les postes répondant aux besoins exposés ci-dessus.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le Code général des collectivités territoriales,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**CONSIDÉRANT** l'avis du comité technique départemental réuni le 18 novembre 2014 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. DÉCIDE de supprimer et créer les postes comme suit :

	Postes supprimés	Postes créés	Date d'effet
1	<p><u>Filière technique</u> Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux – catégorie C Grade d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe Emploi à temps complet</p>	<p><u>Filière technique</u> Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux – catégorie C Grades d'agent de maîtrise à agent de maîtrise principal Ou Cadre d'emplois des techniciens territoriaux Grades de technicien à technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe Emploi à temps complet</p>	01/12/2014
2	<p><u>Filière technique</u> Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux – catégorie C Grade d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe Emploi à temps complet</p>	<p><u>Filière technique</u> Cadre d'emplois des techniciens territoriaux Grades de technicien à technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe Emploi à temps complet</p>	01/01/2015
3	<p><u>Filière administrative</u> Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux – catégorie C Grade d'adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe Emploi à temps complet</p>	<p><u>Filière administrative</u> Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux – catégorie B Grades de rédacteur à rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe Emploi à temps complet</p>	01/12/2014
4	<p><u>Filière sapeur-pompier</u> Cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels - catégorie C Grades de sapeur de 2<sup>ème</sup> classe à caporal-chef 2 emplois à temps complet</p>	<p><u>Filière sapeur-pompier</u> Cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels - catégorie C Grades de sapeur de 2<sup>ème</sup> classe à caporal-chef Ou Cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels – catégorie C Grades de sergent à adjudant 2 emplois à temps complet</p>	01/01/2015
5	<p><u>Filière sapeur-pompier</u> Cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels – catégorie A Grade de capitaine Emploi à temps complet</p>	<p><u>Filière sapeur-pompier</u> Cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels – catégorie B Grades de lieutenant de 1<sup>ère</sup> classe à lieutenant hors classe Ou Cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels – catégorie A Grade de capitaine Emploi à temps complet</p>	01/12/2014

6	<u>Filière sapeur-pompier</u> Cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels – catégorie A Grade de commandant Emploi à temps complet	<u>Filière sapeur-pompier</u> Cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels – catégorie B Grades de lieutenant de 1 <sup>ère</sup> classe à lieutenant hors classe Ou Cadre d'emplois des capitaines, commandants, lieutenants-colonels et colonels de sapeurs-pompiers professionnels – catégorie A Grade de capitaine Emploi à temps complet	01/12/2014
---	--	---	------------

2. **DIT** que les crédits nécessaires à l'application de cette décision sont inscrits au budget primitif de 2014.

Yves SALANAVE-PÉHÉ,  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Bureau du Conseil d'administration  
du SDIS

Séance du : 27 novembre 2014

SJSA

**DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA REQUÊTE INTRODUITE  
DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAU CONTRE LE SDIS64  
AUTORISATION A DÉFENDRE**

Un syndicat intente un recours en annulation devant le tribunal administratif de Pau à l'encontre d'une décision du SDIS64, datée du 05 novembre 2014, déclarant irrecevable une liste de candidats à des élections professionnelles.

Le Bureau du Conseil d'administration,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération n° 2014-80 du 31 juillet 2014 relative à la délégation du conseil d'administration à son Bureau ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

**AUTORISE** le Président du Conseil d'administration à représenter le SDIS64 dans les actions intentées contre lui devant le Tribunal administratif de PAU par le requérant dans l'affaire référencée sous le numéro 1402212-1 et les affaires liées à ce dossier.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 27/11/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 27/11/2014



Conseil d'administration  
du SDIS

Délibération n°2014 / 147

Séance du : 18 décembre 2014

GDAF

**DÉLIBÉRATION RELATIVE  
AUX CONTRIBUTIONS DES COMMUNES ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS  
DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE (EPCI)  
MONTANTS ARRÊTÉS POUR L'ANNEE 2015**

Cette délibération a pour objet d'arrêter le montant des contributions communales et des EPCI, avant leur notification aux Maires et Présidents d'EPCI, notification qui interviendra avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Le Conseil d'administration du S.D.I.S. ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L1424-35 ;

**VU** la délibération n°2014/144 du 27 novembre 2014 fixant le taux d'évolution des contributions communales et des EPCI pour l'année 2015 à 0,9 % ;

Après en avoir délibéré à la majorité;

**1. FIXE** les contributions des communes et des EPCI conformément au tableau joint en annexe à la présente délibération.

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

**Par empêchement**

Michel LABOURDETTE

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 18/12/2014
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/12/2014

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1 <sup>o</sup> appel	CIS 2 <sup>o</sup> appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6Cal	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en secondes) CIS- centres commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (décrétant, base contrib, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Potentiel financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2014	contribution en 2015	En €/hab (prop DGF 2007)
AAST		PTQ	SML	194	1	970,00	1 395,05	1 916,66	65 636,00	2 190,50	2	3 398,64	2 493,73	2 576,07	13,28
ABERE	Pays de Luy, C	LBY	SML	136	1	680,00	1 256,77	1 491,49	56 149,00	1 873,89	2	2 382,55	1 837,26	1 896,29	13,94
ABIDOS	CCL	MRX	ATX	210	1	1 050,00	636,47	4 547,55	789 674,00	26 354,16	3	5 707,19	8 073,38	8 209,88	39,09
ABITAIN	Sauveterre	SVB	BDH	121	1	605,00	923,01	1 806,83	53 885,00	1 798,33	2	2 119,77	1 746,57	1 800,73	4,88
ABOS	CCL	MON	MRX	497	1	2 485,00	802,14	8 539,70	591 308,00	19 734,00	2	8 706,83	9 641,41	9 899,87	19,92
ACCOUS		BDS	OSM	648	1	3 240,00	588,86	15 166,97	698 370,00	23 307,03	2	11 352,17	12 865,73	13 207,02	20,38
AGNOS		OSM	BDS	887	1	4 435,00	533,46	22 916,83	345 573,00	11 332,98	3	24 106,09	16 495,93	16 815,41	18,96
AHAXE-ALCIEITTE-BASCASSAN		SJP	SEB	335	1	1 675,00	886,53	5 208,16	129 845,00	4 333,38	2	5 868,79	4 754,99	4 903,73	14,64
AHEITZE		SJL	ANG	1 413	1	7 063,00	758,22	25 685,01	782 352,00	26 109,80	3	38 401,24	25 713,06	26 213,74	18,55
AICRITS-CAMOUL-SUHAST	Amikuzé	SPL	SVB	605	1	3 025,00	510,00	16 350,14	918 697,00	30 660,11	2	10 598,86	14 043,99	14 392,31	23,79
AINGETLE		SJP	SEB	109	1	545,00	747,82	2 008,94	62 055,00	2 070,99	2	1 909,55	1 725,87	1 776,88	16,30
AINHARP		MLN	SPL	152	1	760,00	1 033,03	2 027,99	68 409,00	2 283,05	2	2 662,85	2 154,14	2 221,58	14,62
AINHICE-MONGELOS		SJP	SEB	186	1	930,00	1 015,68	2 524,00	81 316,00	2 713,80	2	3 258,49	2 629,11	2 711,54	14,58
AINHOA		SPN	CBO	666	1	3 330,00	1 083,89	8 468,82	363 781,00	12 140,63	2	11 067,50	9 753,77	10 053,88	15,10
ALCAY-ALCABEHETY-SUNHARETTE		TDT	MLN	307	1	1 535,00	732,32	5 777,93	168 076,00	5 609,28	2	5 378,26	4 841,89	4 985,28	16,24
ALDUDES		SEB	SJP	414	1	2 070,00	1 570,87	3 751,84	242 602,00	8 096,47	2	7 252,77	5 886,70	6 070,67	14,66
ALOS-SIBAS-ABENSE		TDT	MLN	368	1	1 840,00	1 571,16	9 807,43	186 309,00	6 217,78	2	6 446,91	6 239,23	6 417,47	17,44
AMENDEUX-ONEIX	Amikuzé	SPL	SVB	389	1	1 945,00	652,91	8 211,73	352 084,00	11 750,27	2	6 814,80	7 349,08	7 345,38	18,88
AMOROTS-SUCCOS	Amikuzé	SPL	BDH	210	1	1 050,00	1 048,93	2 759,35	110 281,00	3 680,46	2	3 678,94	3 064,76	3 159,23	15,04
ANCE	Barétous	ART	OSM	231	1	1 155,00	883,26	3 604,61	127 633,00	4 259,56	2	4 046,84	3 514,24	3 670,24	15,67
ANDOINS	Pays de Luy, C	SML	PAU	541	1	2 705,00	808,29	9 224,98	419 535,00	14 001,34	2	9 177,66	9 111,42	9 372,56	17,32
ANDREIN	Sauveterre	SVB	NVR	122	1	610,00	651,84	2 579,60	54 374,00	1 814,65	2	2 137,29	1 900,14	1 956,77	16,04
ANGAIS		NAY	CRZ	895	1	4 475,00	885,51	13 930,49	342 186,00	11 419,93	2	15 679,30	12 677,76	13 074,78	14,61
ANGET	Agglomératic	ANG	SJL	39 569	4	712 242,00	1 148 626,19	35 369 066,00	1 180 388,49	49 543,00	4	1 219 995,93	1 447 106,67	1 447 667,20	36,59
ANGOUS		NVR	MLN	118	1	590,00	908,89	1 789,40	49 543,00	1 653,42	2	2 067,22	1 689,90	1 742,52	14,77
ANHALX		SEB	SJP	272	1	1 360,00	694,93	5 394,64	109 576,00	3 656,93	2	4 765,11	4 099,79	4 224,05	15,53
ANOS	Pays de Luy, C	PAU	ARZ	151	1	755,00	1 081,15	1 924,99	51 200,00	1 708,72	2	4 655,65	2 596,57	2 584,65	17,12
ANOYE		LBY	PAU	155	1	775,00	1 134,02	1 883,85	65 373,00	2 181,72	2	2 715,41	2 136,09	2 203,98	14,22
ARAMITS	Barétous	ART	OSM	719	1	3 595,00	619,22	16 003,78	418 452,00	13 965,20	2	12 596,00	11 944,48	12 289,13	17,09
ARANCOU		BDH	SLB	117	1	585,00	1 072,48	1 503,60	100 019,00	3 337,98	2	2 049,70	1 937,24	1 993,23	17,04
ARAUJON		NVR	SVB	197	1	985,00	882,25	3 077,58	77 435,00	2 584,27	2	3 451,20	2 805,54	2 893,14	14,69
ARBAU		NVR	SVB	128	1	640,00	826,39	2 134,81	52 717,00	1 759,35	2	2 242,40	1 862,35	1 919,85	15,00
ARBERATS-SILLEGUE	Amikuzé	SPL	SVB	279	1	1 395,00	685,29	5 611,32	228 244,00	7 617,29	2	4 887,74	4 928,01	5 066,03	18,16
ARBONNE		ANG	SJL	2 140	1	10 700,00	872,01	33 824,11	949 030,00	31 672,42	4	65 980,72	39 364,23	39 232,75	18,33
ARBOUT-SUSSAUTE	Amikuzé	SPL	SVB	233	1	1 165,00	849,53	3 780,19	132 918,00	4 435,93	2	4 081,87	3 596,68	3 704,36	15,90
ARBUS		MON	PAU	1 054	1	5 270,00	882,49	16 461,39	446 722,00	14 908,66	2	18 464,79	15 207,81	15 679,42	14,88
ARCANGUES		ANG	SPN	2 918	1	14 590,00	925,09	43 474,89	2 200 206,00	73 428,51	4	89 968,11	58 731,77	58 626,33	20,09
AREN		OSM	NVR	189	1	945,00	879,97	2 960,25	75 351,00	2 514,72	3	5 136,47	3 173,08	3 236,16	17,12
ARETTE	Barétous	ART	OSM	1 924	2	15 392,00	433,56	61 163,79	1 000 010,00	33 373,80	3	52 288,74	45 929,87	45 929,87	23,87
ARESSY	Gave et Coteau	PAU	NAY	548	1	2 740,00	558,20	13 530,83	577 808,00	19 283,46	4	16 896,00	13 019,78	13 029,04	23,78
ARGAGNON	CCL	OTZ	ATZ	734	1	3 670,00	798,55	12 668,59	331 456,00	11 061,84	3	19 947,99	12 775,17	13 026,76	17,75
ARGELOS		AZQ	GRN	227	1	1 135,00	1 219,00	2 566,60	100 745,00	3 362,21	2	3 123,70	3 273,06	3 420,16	14,20
ARGET	Arzacq	AZQ	ATZ	84	1	420,00	1 112,05	1 041,09	39 268,00	1 310,51	2	1 471,58	1 184,80	1 221,99	14,55
ARHANUS		SPL	SJP	84	1	420,00	1 026,44	1 127,92	48 231,00	1 609,64	2	1 471,58	1 255,52	1 293,74	15,40
ARMENDARITS		ILD	SPL	372	1	1 860,00	571,19	8 976,34	152 309,00	5 086,08	2	6 516,98	5 915,47	6 089,92	16,37
ARNEGUY		SJP	SEB	318	1	1 590,00	958,68	4 571,82	152 690,00	5 098,08	2	5 570,97	4 625,52	4 768,35	14,99
ARNOS		ATZ	ATX	68	1	340,00	916,80	1 022,28	35 956,00	1 199,98	2	1 191,28	1 017,50	1 048,46	15,42
ARQUE-ITHOROTS-OLHABY	CCL	ATZ	ATX	68	1	340,00	916,80	1 022,28	35 956,00	1 199,98	2	1 191,28	1 017,50	1 048,46	15,42
ARRAULT-LARRIEBIEU	Amikuzé	SPL	MLN	242	1	1 210,00	3 315,15	107 635,00	3 492,15	11 920,51	2	4 239,54	3 431,62	3 545,12	14,63
ARRAULT-CHARRITTE	Amikuzé	MLN	NVR	108	1	540,00	1 026,14	1 450,61	43 208,00	1 490,33	2	1 892,03	1 499,33	1 546,80	14,32
ARRICAU-BORDES	Amikuzé	BDH	SPL	346	1	1 730,00	1 066,64	4 470,87	191 902,00	6 404,44	2	6 061,50	5 098,11	5 254,47	15,19
ARRICAU-BORDES		LBY	GRN	115	1	575,00	771,69	2 053,96	49 751,00	1 660,36	2	2 014,66	1 764,97	1 764,97	13,35
ARRIEN	Pays de Luy, C	SML	PAU	139	1	695,00	901,41	2 125,33	53 861,00	1 797,53	2	2 435,11	1 966,34	2 027,96	14,59
ARROS-DE-NAY		NAY	CRZ	763	1	3 815,00	639,13	16 453,99	323 940,00	10 811,00	2	13 366,82	11 843,90	12 197,49	15,99

Nom de la Commune	EPIC	CIS 1° appel	CIS 2° appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6cat.	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critères délai moyen d'intervention (en secondes) CIS- centre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (dégressif, base commune, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution potentiel financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de service classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2014	contribution en 2015	En €/hab (pop DGF 2007)
ARROSES		LBV	GRN	152	1	760,00	1 198,61	1 747,83	76 501,00	2 553,10	2	2 662,85	2 152,29	2 219,71	14,60
ARTHEZ-DE-BIARN	CCL	ATZ	ATX	1 641	2	13 128,00	438,02	51 635,96	904 693,00	30 192,75	2	28 748,31	34 645,14	35 467,68	21,61
ARTHEZ-D'ASSON		NAY	CRZ	571	1	2 855,00	1 131,43	6 955,73	2 18 489,00	7 291,74	2	10 003,22	7 735,38	7 983,52	13,98
ARTIGUELOUJAN		SML	PAU	737	1	3 685,00	768,45	13 218,60	374 612,00	12 502,10	2	12 911,34	11 327,57	11 667,47	15,83
ARTIGUELOUVE		PAU	MON	1 522	1	7 610,00	937,67	22 371,79	704 702,00	23 518,35	4	46 926,48	27 774,27	27 774,27	18,25
ARTIX		ATX	MRX	3 195	2	25 560,00	257,71	170 871,83	3 838 639,00	128 108,71	3	86 830,83	101 051,00	102 669,77	32,13
ARUDY		ADY	LRS	2 341	2	18 728,00	455,92	70 770,22	1 994 907,00	66 576,97	2	41 011,45	53 200,80	54 429,37	23,25
ARZACQ-ARRAZIGUET		AZQ	GRN	929	2	7 432,00	432,84	29 581,87	666 188,00	22 233,01	2	16 274,94	20 619,26	21 099,61	22,71
ASASP-ARROS		OSM	BDS	577	1	2 885,00	790,30	9 987,03	352 527,00	11 765,05	3	15 681,19	10 610,19	10 816,26	18,75
ASCAIN		SIL	SPN	4 285	1	21 425,00	590,95	99 938,44	2 720 757,00	90 801,10	3	116 453,87	84 145,77	85 754,20	20,01
ASCARAT		SJP	SEB	297	1	1 485,00	586,33	6 981,55	210 420,00	7 022,45	2	5 703,08	5 231,64	5 378,36	18,11
ASSAT	Gave et Coïtal	PAU	NAY	1 818	1	9 090,00	822,45	30 466,45	856 382,00	28 580,44	4	56 052,78	34 065,22	33 962,63	18,68
ASSON		NAY	CRZ	1 862	1	9 310,00	740,90	34 638,10	909 984,00	30 369,32	2	32 619,96	28 623,25	29 482,06	15,83
ASTE-BEON		LRS	ADY	343	1	1 715,00	763,68	6 190,36	188 412,00	6 287,96	2	6 008,94	5 364,92	5 524,47	16,11
ASTIS		AZQ	PAU	269	1	1 345,00	1 381,74	2 683,25	123 984,00	4 137,78	2	4 712,55	3 664,14	3 781,33	14,06
ATHOS-ASPIS	Sauveterre	SVB	SILB	219	1	1 095,00	663,89	4 546,54	81 259,00	2 711,89	2	3 836,61	3 295,54	3 395,51	15,50
AUBERTIN		LSE	MON	667	1	3 335,00	1 041,36	8 827,96	305 748,00	10 203,87	2	11 685,02	9 473,66	9 769,91	14,65
AUBIN		AZQ	PAU	192	1	960,00	1 408,58	1 878,68	83 631,00	2 791,06	2	3 363,60	2 578,87	2 661,98	13,86
AUBOUS	Gartin	GRN	LBV	57	1	285,00	1 221,33	643,25	29 573,00	986,95	2	998,57	810,29	835,62	14,66
AUDAUX		NVR	NVR	348	1	1 740,00	781,74	6 135,53	155 551,00	5 191,28	2	6 096,53	5 198,79	5 357,10	15,39
AUGA		AZQ	GRN	117	1	585,00	920,71	1 751,46	52 377,00	1 748,00	2	2 049,70	1 691,31	1 743,70	14,90
AURIAE		AZQ	GRN	215	1	1 075,00	1 154,60	2 566,50	146 349,00	4 884,17	2	3 766,54	3 294,87	3 393,88	15,79
AURIONS-IBERNES		LBV	GRN	126	1	630,00	1 059,72	1 638,76	48 021,00	1 602,63	2	2 207,37	1 724,79	1 779,81	14,13
AUSSEVELLE		ATX	PAU	665	1	3 325,00	778,07	11 779,88	286 837,00	9 572,75	3	18 072,77	11 547,29	11 774,84	17,71
AUSSURUQO		MLN	TDI	278	1	1 390,00	1 136,54	3 371,27	111 687,00	3 727,38	2	4 870,22	3 370,22	3 917,03	14,09
AUTERRIVE	Salles-de-Béarn	SLB	BDH	150	1	750,00	1 001,86	2 063,58	105 464,00	3 519,70	2	2 627,82	2 369,32	2 439,43	16,26
AUTEVIELLE-SAINT-MARTIN-BIDREN	Sauveterre	SVB	SLB	141	1	705,00	657,90	2 953,89	85 718,00	2 860,71	2	2 470,15	2 330,93	2 398,35	17,01
AYDIE	Gartin	GRN	LBV	146	1	730,00	1 353,76	1 486,44	79 596,00	2 656,39	2	2 957,74	2 069,47	2 134,26	14,62
AYDIUS		BDS	OSM	167	1	835,00	867,38	2 653,04	130 111,00	4 342,26	2	2 525,64	2 780,74	2 860,88	17,13
AYHERRE	Pays d'Haupain	HPN	CBO	871	1	4 355,00	734,10	16 353,10	581 978,00	19 422,63	2	15 258,85	14 372,70	14 788,79	16,98
BAIGTS-DE-BEARN	CCL	OTZ	PUY	771	1	3 855,00	860,37	12 351,03	484 591,00	16 172,48	3	20 953,54	14 078,24	14 552,13	18,61
BALANSUN	CCL	ATZ	ATZ	227	1	1 135,00	779,93	4 011,47	117 291,00	3 914,41	3	6 169,20	4 058,45	4 137,83	18,23
BALEIX		LBV	SML	124	1	620,00	1 278,93	1 336,32	71 600,00	2 389,54	2	2 172,33	1 795,62	1 851,19	14,93
BALIRACQ-MAUMUSSON	Gartin	GRN	AZQ	121	1	605,00	627,16	2 659,14	49 357,00	1 647,21	2	1 875,06	1 931,09	1 991,09	15,96
BALIROS		NAY	PAU	391	1	1 955,00	832,86	6 470,52	144 619,00	4 826,44	2	6 849,84	5 579,24	5 753,29	14,71
BANCA		SEB	SIP	403	1	2 015,00	1 118,44	4 966,26	234 813,00	7 836,52	2	7 060,07	5 962,87	6 145,36	15,25
BARCUS		OSM	MLN	830	1	4 250,00	1 262,07	9 282,62	420 407,00	14 030,44	3	23 100,53	14 030,44	14 310,64	16,84
BARDOS		BDH	URT	1 379	1	6 895,00	765,81	24 818,67	770 559,00	25 716,23	2	24 158,39	21 636,42	22 278,86	16,16
BARINQUE	Pays de Luy, C	PAU	LBV	604	1	3 020,00	1 259,92	6 607,37	205 600,00	6 861,59	4	18 622,60	10 190,96	10 140,43	16,79
BARRAUTE-CAMU	Sauveterre	SVB	NVR	173	1	865,00	743,41	3 198,79	62 210,00	2 076,16	2	3 030,75	2 519,24	2 596,99	15,01
BARZIN		PTQ	SML	575	1	2 755,00	584,14	13 567,07	221 761,00	7 400,93	2	10 073,29	9 002,75	9 270,35	16,12
BASSILLON-VALIZE		LBV	PAU	79	1	395,00	702,07	1 550,88	35 272,00	1 177,15	2	1 383,98	1 208,90	1 245,26	15,76
BASTANES		NVR	MRX	134	1	670,00	638,45	2 892,78	58 436,00	1 950,21	2	2 347,52	2 090,07	2 152,31	16,06
BASSUSSARRY		ANG	CBO	2 462	1	12 310,00	807,62	42 016,10	1 584 539,00	52 881,57	4	75 908,67	48 868,89	48 769,93	19,81
BAUDREIX		NAY	CRZ	594	1	2 970,00	662,74	12 353,10	261 253,00	8 718,92	2	10 406,15	9 192,34	9 467,20	15,94
BAYONNE	Agglomération	ANG	SIL	42 869	4	771 642,00	603,88	978 419,81	43 401 251,00	1 436 435,93	4	1 321 741,91	1 547 930,90	1 548 248,14	36,12
BEDAILLE	Pays de Luy, C	SML	PAU	208	1	1 040,00	1 313,27	2 182,95	74 320,00	2 480,32	2	3 643,90	2 721,28	2 810,26	13,51
BEDOUS		BDS	OSM	694	2	5 552,00	451,17	21 200,88	383 260,00	12 790,72	2	12 158,03	14 539,22	14 885,43	21,45
BEGUJOS	Amikuze	SPL	SVB	328	1	1 640,00	882,44	5 122,99	111 648,00	3 726,98	2	5 746,16	4 565,27	4 709,59	14,36
BEHASQUE-LAPISTE	Amikuze	SPL	SVB	441	1	2 205,00	584,75	10 394,54	145 698,00	4 862,45	2	7 725,78	6 753,63	6 956,66	15,77
BEHORLEGUY		SJP	SEB	81	1	405,00	1 208,21	924,01	40 194,00	1 341,41	2	1 419,02	1 142,08	1 177,94	14,54
BELLOCCQ	CCL	PYO	SILB	875	1	4 375,00	520,31	23 178,29	458 766,00	15 310,61	2	15 328,93	14 905,76	15 330,59	17,52
BENEJACQ		PTQ	NAY	1 969	1	9 845,00	689,42	39 363,99	819 635,00	27 354,06	2	34 494,46	29 897,77	30 799,77	15,64

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1° appel	CIS 2° appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS indice 4 CIS M 6Cat.	Part forfaitaire par Hab/DGF 5 €/ Niveau 1 8 €/ Niveau 2 12 €/ Niveau 3 18 €/ Niveau 4	Critères délai moyen d'intervention (en secondes) CIS-centre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (dégressant, base contrib, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution potentiel financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2014	contribution en 2015	En €/hab (pop DGF 2007)
BEOST		LRS	ADY	275	1	1 375,00	556,19	6 814,63	147 233,00	4 913,68	2	4 817,66	4 617,20	4 749,73	17,27
BENTAYOU-SEREE		LYB	SML	105	1	525,00	973,77	1 486,17	49 553,00	1 653,76	2	1 839,47	1 517,73	1 564,75	14,90
BERENX	Salles-de-Bea	SLB	OTZ	500	1	2 500,00	948,60	7 264,77	231 840,00	7 737,31	2	8 759,39	7 236,48	7 460,48	14,92
BERGOUY-VIELLENAVE		BDH	SLB	126	1	630,00	1 224,18	1 418,60	140 662,00	4 694,38	2	2 207,37	2 250,98	2 313,68	18,36
BERNADETS	Pays de Luy, C	PAU	SML	536	1	2 680,00	926,12	7 976,89	221 985,00	7 408,41	4	16 526,01	9 672,65	9 636,99	17,98
BERROGAIN-LARUNS		MIN	NVR	144	1	720,00	594,45	3 338,74	40 717,00	1 358,87	2	2 522,70	2 153,18	2 218,71	15,41
BESCAT		ADY	OSM	280	1	1 400,00	649,10	5 945,45	157 957,00	5 271,57	2	4 905,26	4 568,38	4 701,39	16,79
BESINGRAND	CCL	MRX	ATX	133	1	665,00	792,95	2 311,76	295 701,00	9 868,57	3	3 614,55	3 758,85	3 825,53	28,76
BELUSTE		LYB	GRN	69	1	345,00	1 125,25	845,15	30 195,00	1 007,71	2	1 208,80	958,79	989,12	14,34
BEYRIE-SUR-JOYEUSE		NAY	CRZ	571	1	2 855,00	788,50	9 980,89	279 108,00	9 314,80	2	10 003,22	8 660,42	8 922,07	15,63
BEYRIE-EN-BEARN	Amituze	SPL	ILD	485	1	2 425,00	745,43	8 967,53	202 409,00	6 755,09	2	8 496,61	7 233,85	7 454,30	15,37
BIARRITZ	Agglomératic	ANG	SIL	37 573	4	676 314,00	575,16	900 380,51	32 256 595,00	1 076 514,53	4	1 158 455,03	1 331 019,09	1 331 019,09	35,42
BIDACHE		BDH	URT	1 152	2	9 216,00	456,76	34 761,77	662 077,00	22 095,81	2	20 181,63	24 213,69	24 789,55	21,52
BIDARRAY		SEB	CBO	710	1	3 550,00	1 399,45	6 992,58	416 177,00	13 889,27	2	12 438,33	10 198,58	10 516,00	14,81
BIDOS	Agglomératic	ANG	SIL	5 765	1	28 825,00	923,63	86 027,31	6 031 654,00	201 297,23	4	177 747,14	126 362,33	126 362,33	21,91
BIELLE		OSM	LSE	1 243	1	6 215,00	412,86	41 495,32	1 519 552,00	50 712,72	3	33 781,13	31 166,69	31 731,95	25,53
BILHERES		LRS	ADY	540	1	2 700,00	1 085,50	7 737,27	279 420,00	9 325,22	2	9 460,14	7 972,98	8 217,26	15,22
BILLERE	Pau	PAU	GAN	13 803	1	69 015,00	460,00	413 569,46	10 966 009,00	365 973,78	4	425 575,67	319 440,26	319 440,26	23,14
BIRATOU		HDE	SIL	897	1	4 485,00	524,39	23 576,13	526 938,00	17 585,75	2	15 714,34	15 593,01	16 033,08	17,87
BIZANOS		OTZ	MRX	522	1	2 610,00	505,54	14 231,41	535 443,00	17 869,59	3	14 186,45	11 875,10	12 094,76	23,17
BOBIL-BEZING	Pau	PAU	GAN	4 818	1	24 090,00	415,94	159 650,52	4 191 113,00	139 871,99	4	148 549,13	116 488,90	116 599,79	24,20
BONLOC	Pays d'Haspan	HPN	CBO	294	1	1 470,00	683,78	5 908,80	298 464,00	9 960,78	2	17 028,25	15 205,63	15 205,63	16,17
BONNUT	CCL	OYZ	AMO	701	1	3 505,00	988,04	9 778,61	357 669,00	11 936,66	2	5 150,52	5 546,57	5 697,17	19,38
BORCE		BDS	OSM	232	1	1 160,00	1 140,37	2 803,99	306 762,00	10 237,71	3	19 051,15	12 027,05	12 264,79	17,50
BORDERES		NAY	CRZ	674	1	3 370,00	696,08	13 345,60	241 004,00	8 043,14	2	4 064,36	4 471,94	4 592,17	19,79
BORDES		NAY	PAU	1 997	1	9 985,00	909,07	30 277,37	2 167 967,00	72 352,58	2	34 984,99	36 728,83	37 737,98	18,90
BOSDARROS	Gar et Coteau	GAN	PAU	982	1	4 910,00	697,15	19 414,37	468 243,00	15 626,89	2	17 203,44	15 234,33	15 689,28	15,98
BOUCAU	Agglomératic	ANG	SIL	7 196	1	35 980,00	687,71	6 894,29	161 281,00	5 382,51	4	221 867,89	145 835,21	145 835,21	20,23
BOUEILH-BOUEILH-LASQUE	Garin	GRN	AZQ	344	1	1 720,00	1 169,96	7 857,58	313 180,00	10 451,90	2	6 026,46	5 336,97	5 496,35	15,98
BOUGARBER		PAU	ATX	667	1	3 335,00	1 169,96	1 205,75	48 869,00	1 630,93	4	20 565,02	11 883,48	11 836,87	17,75
BOUILLEON	Arzacq	AZQ	ATZ	103	1	515,00	1 025,96	1 759,86	64 695,00	2 159,10	2	2 294,96	1 801,82	1 952,49	14,46
BOUMOURT	CCL	ATZ	ATX	131	1	655,00	558,28	8 122,25	160 726,00	5 363,98	2	5 763,68	5 423,97	5 581,06	16,96
BOURDETTES		NAY	CRZ	329	1	1 645,00	1 251,28	2 852,86	105 522,00	3 521,64	2	4 537,36	3 492,56	3 604,88	13,92
BOURNOS		AZQ	PAU	259	1	1 295,00	843,79	42 240,74	1 048 466,00	34 990,95	2	45 303,55	37 361,00	38 518,87	14,90
BRISCOUS	Pays d'Haspan	URT	HPN	2 586	1	4 935,00	983,55	13 831,08	390 912,00	13 046,09	2	17 291,03	13 783,21	14 218,16	14,41
BRUGES-CAPBIS-MIFAGET		NAY	CRZ	987	1	1 285,00	709,71	4 991,00	118 372,00	3 957,16	2	4 502,32	3 946,21	4 064,69	15,82
BUGNEIN		NVR	SVB	257	1	1 285,00	1 574,47	1 330,59	66 966,00	2 234,89	2	2 662,85	2 017,53	2 082,97	13,70
BUNUS		SJP	SPL	152	1	760,00	601,07	2 476,49	45 760,00	1 527,17	2	1 892,03	1 702,92	1 753,36	16,23
BURGARONNE	Sauverre	SVB	SLB	108	1	540,00	692,87	28 963,17	930 911,00	31 067,73	4	44 891,56	29 568,84	29 568,84	20,31
BURS	Pays de Luy, C	PAU	SML	1 456	1	7 280,00	995,95	1 200,94	40 116,00	1 338,81	2	1 419,02	1 177,69	1 214,07	14,99
BUROSSE-MENOUSSE	Garin	GRN	LYB	81	1	405,00	1 136,61	3 218,61	89 807,00	2 997,17	2	3 328,57	2 844,21	2 930,75	15,42
BUSSINARITS-SARRASQUETTE		SJP	SEB	190	1	950,00	816,45	6 447,82	171 780,00	5 732,89	2	7 304,36	1 737,04	1 785,84	18,04
BUSTINCE-IRIBERRY		SJP	SEB	99	1	495,00	816,45	1 671,24	88 676,00	2 959,43	2	3 928,57	5 848,88	6 029,71	14,96
BUZIET		ADY	OSM	403	1	2 015,00	861,44	6 447,82	419 377,00	13 996,07	2	16 222,38	14 069,15	14 493,83	15,56
BUZY		ADY	OSM	926	1	4 630,00	732,26	17 429,26	419 377,00	13 996,07	2	16 222,38	14 069,15	14 493,83	15,56
CABIDOS		AZQ	GRN	143	1	715,00	706,33	2 790,38	59 671,00	1 991,43	2	2 505,18	2 252,02	2 252,02	15,56
CADILLON		LYB	GRN	98	1	490,00	1 007,94	1 340,07	45 689,00	1 524,80	2	1 716,84	1 404,50	1 448,21	14,78
CAMBO-LES-BAINS		CBO	HPN	4 725	3	56 700,00	491,18	132 586,31	4 205 378,00	140 348,06	3	128 411,79	137 333,67	139 274,81	29,48
CAME		BDH	SLB	733	1	3 665,00	661,23	15 278,61	202 150,00	23 443,18	2	12 841,26	13 672,17	14 045,36	19,16
CAMOU-CIHQUE		TDI	MLN	124	1	620,00	948,18	1 802,46	52 923,00	1 766,22	2	2 172,33	1 766,81	1 821,97	14,69

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1° appel	CIS 2° appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6Cat.	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en secondes) CIS-centre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (dégressant, base contrib, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution potentiel financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2015	contribution en 2014	En €/hab (pop DGF 2007)
CARDESSE	OCL	MON	OSM	269	1	1.345,00	945,67	3.920,56	107.267,00	3.579,87	2	4.712,55	3.788,63	3.907,64	14,53
CARO		SJP	SEB	153	1	765,00	600,06	3.514,24	63.659,00	2.124,52	2	2.680,37	2.406,41	2.477,77	16,19
CARRERE		GRN	AZQ	174	1	870,00	951,43	2.520,62	74.545,00	2.487,83	2	3.048,27	2.479,38	2.556,78	14,60
CARRERE-CASSABER		SLB	BDH	502	1	2.510,00	978,43	7.071,47	482.781,00	16.112,08	2	8.794,42	8.753,56	9.000,24	17,93
CASTAGNEDE		SLB	SVB	233	1	1.165,00	830,76	3.865,58	97.368,00	3.249,51	2	4.081,87	3.394,92	3.499,66	15,02
CASTEIDE-CAMI		ATX	ATZ	176	1	880,00	592,69	4.092,77	131.386,00	4.384,81	3	4.783,17	3.574,03	3.641,81	20,69
CASTEIDE-CANDA		ATZ	AZQ	183	1	915,00	1.005,06	2.309,55	83.260,00	2.778,68	2	3.205,94	2.611,42	2.692,88	14,72
CASTEIDE-DOAT		VIC	LYB	135	1	675,00	900,00	2.067,41	45.991,00	1.534,88	2	2.365,03	1.871,70	1.930,99	14,30
CASTERA-LOUBIX		LYB	PAU	55	1	275,00	1.160,95	652,96	26.145,00	872,55	2	963,53	773,15	797,47	14,50
CASTET		ADY	LRS	219	1	1.095,00	713,54	4.230,22	97.703,00	3.260,69	2	3.836,61	3.338,14	3.438,74	15,70
CASTETBON		NVR	OTZ	173	1	865,00	999,29	2.386,12	81.299,00	2.713,23	2	3.030,75	2.487,06	2.564,34	14,82
CASTETIS		OTZ	ATZ	685	1	3.425,00	642,39	14.696,90	431.901,00	14.414,04	3	18.616,31	13.198,54	13.451,97	19,64
CASTETNAU-CAMBLONG		NVR	MLN	405	1	2.025,00	616,09	9.060,34	335.349,00	11.191,76	2	7.095,10	7.345,84	7.548,99	18,64
CASTETNER		OTZ	MRX	155	1	775,00	693,18	3.081,91	86.434,00	2.884,60	3	4.212,45	2.872,81	2.928,49	18,89
CASTETPUGON		GRN	AZQ	178	1	890,00	665,24	3.687,91	72.936,00	2.434,13	2	3.118,34	2.801,19	2.874,25	15,74
CASTILLON(CANTON D'ARTHEZ-DE-BEARN)		ATZ	ATX	260	1	1.300,00	650,41	5.509,59	119.678,00	3.793,83	2	4.554,88	4.038,24	4.158,76	16,00
CASTILLON(CANTON DE LEMBEYE)		LYB	GRN	59	1	295,00	668,13	1.217,10	33.853,00	1.129,79	2	1.033,61	959,56	987,55	16,74
CALBIOS-LOOS		PAU	AZQ	419	1	2.095,00	1.119,79	5.157,18	210.555,00	7.026,95	4	12.918,66	7.590,07	7.562,62	18,05
CESCAU		ATX	ATZ	485	1	2.425,00	669,96	9.977,59	336.527,00	11.231,07	3	13.180,89	9.454,40	9.635,43	19,87
CETTE-EYGUN		BDS	OSM	140	1	700,00	919,78	2.097,87	124.750,00	4.163,34	2	2.452,63	2.403,79	2.472,04	17,66
CHARRE		NVR	MLN	237	1	1.185,00	1.132,75	2.883,71	94.364,00	3.149,25	2	4.151,95	3.232,53	3.335,85	14,08
CHARRITTE-DE-BAS		MLN	NVR	257	1	1.285,00	912,09	3.883,55	112.888,00	3.767,46	2	4.502,32	3.708,52	3.823,32	14,88
CHERAUTE		MLN	NVR	1.282	1	6.410,00	622,29	28.394,12	594.133,00	19.828,28	2	22.459,07	20.342,11	20.042,68	16,34
CHIBOURE		SIL	HDE	7996	1	39.980,00	251,61	438.000,87	5.627.873,00	187.821,65	3	217.308,08	206.475,26	210.198,89	26,29
CLARACQ		GRN	AZQ	212	1	1.060,00	833,28	3.506,55	90.562,00	3.022,37	2	3.713,98	3.099,04	3.194,49	15,07
COARRAZE		CRZ	NAY	2.331	2	18.648,00	450,51	71.313,16	1.231.263,00	41.091,52	2	40.836,26	48.510,58	49.668,72	21,31
CONCHEZ-DE-BEARN		GRN	LYB	126	1	630,00	1.007,04	1.724,49	42.296,00	1.411,56	2	2.07,37	1.760,23	1.760,23	13,97
CORBÈRE-ABRES		LYB	PAU	86	1	430,00	653,59	1.816,32	43.108,00	1.438,66	2	1.506,61	1.368,29	1.408,63	16,38
COLEDEAA-LUBE-BOAST		LYB	PAU	326	1	1.630,00	1.433,50	3.134,41	116.852,00	3.899,76	2	5.711,12	4.214,76	4.353,49	13,35
COUBLUCQ		AZQ	GRN	111	1	555,00	733,68	2.085,20	49.563,00	1.654,09	2	1.944,58	1.681,40	1.732,24	15,61
CROUSEILLES		LYB	GRN	149	1	745,00	1.043,36	1.968,29	66.609,00	2.222,97	2	2.610,30	2.105,27	2.171,29	14,57
CLOUQUERON		MON	MRX	235	1	1.175,00	592,32	5.468,27	73.625,00	2.457,12	2	4.116,91	3.561,35	3.609,00	15,61
DENQUIN		ATX	MON	1.801	1	9.005,00	654,02	37.954,29	863.224,00	28.808,78	3	48.945,95	32.910,34	33.550,50	18,63
DIJASSE		GRN	LYB	189	1	945,00	979,16	2.660,37	69.513,00	2.319,89	2	3.111,05	2.608,84	2.691,68	14,24
DOAZON		ATZ	ATX	158	1	790,00	816,57	2.666,86	88.718,00	2.960,83	2	2.767,97	2.449,25	2.522,43	15,96
DOGNIEN		NVR	OSM	207	1	1.035,00	682,49	4.180,33	124.795,00	4.164,84	3	3.626,39	3.386,98	3.485,44	16,84
DOMEZAIN-BERRAUTE		SPL	SVB	495	1	2.475,00	767,00	8.894,98	200.329,00	6.685,67	2	8.671,79	7.297,58	7.521,34	15,19
DOUMY		AZQ	PAU	192	1	960,00	1.172,26	2.257,42	87.947,00	2.935,10	2	3.363,60	2.674,66	2.759,17	14,37
EALX-BONNES		LRS	ADY	2.126	1	10.630,00	710,14	41.262,43	1.526.494,00	50.944,40	2	37.244,91	35.976,66	37.005,36	17,41
ESCOS		SVB	BDH	242	1	1.210,00	1.099,30	3.034,14	104.679,00	3.493,50	2	4.239,54	3.368,05	3.474,53	14,36
ESCOT		OSM	BDS	145	1	725,00	1.174,73	1.701,23	78.474,00	2.618,95	3	3.940,68	2.456,33	2.505,04	17,28
ESCOLI		OSM	ADY	332	1	1.660,00	652,31	7.014,82	126.578,00	4.222,68	3	9.022,80	5.870,74	5.985,88	18,03
ESCUBES		PAU	GRN	236	1	1.180,00	1.507,49	2.157,71	181.680,00	6.063,29	4	7.276,38	4.523,98	4.512,15	19,12
ESCOUT		OSM	ADY	426	1	2.130,00	579,34	10.134,72	232.944,00	7.774,15	3	11.577,44	8.172,38	8.329,47	19,55
ESCURES		LYB	GRN	158	1	790,00	591,33	3.682,67	55.784,00	1.861,71	2	2.767,97	2.433,99	2.506,94	15,87
ESLOURENTIES-DABAN		SML	PQO	279	1	1.395,00	873,63	4.401,60	92.476,00	3.086,25	2	4.887,74	3.876,07	3.998,73	14,33
ESPECHÈDE		SML	PAU	145	1	725,00	892,60	2.238,95	72.689,00	2.425,88	2	2.540,22	2.156,15	2.221,96	15,32
ESPELETTE		CBO	SPN	1.995	1	9.975,00	677,41	40.590,94	1.033.359,00	34.486,78	3	54.218,31	36.661,16	37.373,28	18,73
ESPELETTE-INDUREIN		MLN	NVR	506	1	2.530,00	732,68	9.518,56	219.122,00	7.312,86	2	8.864,50	7.625,50	7.856,65	15,53
ESPIUTE		SVB	SLB	103	1	515,00	833,99	1.702,20	48.949,00	1.633,60	2	1.804,43	1.535,67	1.582,48	15,36
ESPOUY		SML	PQO	865	1	4.325,00	595,44	20.022,11	489.649,00	16.341,29	2	15.153,74	14.426,53	14.841,99	17,16
ESQUIULE		OSM	MLN	536	1	2.680,00	894,90	8.941,90	294.115,00	9.815,64	3	14.566,92	9.500,77	9.778,31	18,24
ESTERENCUBY		SJP	SEB	409	1	2.045,00	952,85	5.916,09	195.250,00	6.516,17	2	7.165,18	5.948,83	6.132,53	14,99

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1 <sup>o</sup> appel	CIS 2 <sup>o</sup> appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/comunauc 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6Cat	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en secondes) CIS- centre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (décrétoissant, base contrib, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution au service / CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS de rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2015	En €/hab (pop DGF 2007)
ESTIALESQ	LSE	OSM	OSM	270	1	1 350,00	903,12	4 120,55	98 328,00	3 281,55	4 730,07	3 779,59	14,44
ESTOS	OSM	ADY	ADY	444	1	2 220,00	375,15	16 312,02	230 465,00	7 691,42	12 066,63	9 495,81	21,79
ETCHARRY	Amikuze	SPL	MLN	129	1	645,00	961,55	1 849,07	78 867,00	2 632,07	2 259,92	1 978,89	15,80
ETCHEBAR		TDT	ART	68	1	340,00	809,31	1 158,05	29 260,00	976,51	1 191,28	1 001,43	15,18
ETSAUT		BDS	OSM	128	1	640,00	1 171,59	1 505,81	133 244,00	4 446,81	2 242,40	2 239,55	17,99
EYSUIS		OSM	BDS	657	1	3 285,00	719,50	12 585,50	257 513,00	8 594,10	17 855,35	11 648,71	17,73
FEAS	Baréous	OSM	ART	421	1	2 105,00	788,20	7 361,74	198 550,00	6 626,30	11 441,56	7 396,53	17,91
FICHOLIS-RUMAYOU	Arzacq	AZQ	ART	154	1	770,00	952,11	2 229,30	57 304,00	1 912,43	2 697,89	2 208,79	14,34
GABASTON	Pays de Luy, C Amikuze	PAU	SML	579	1	2 895,00	1 186,69	6 724,78	245 870,00	8 205,54	17 851,79	10 139,09	17,44
GABAT		SPL	SVB	226	1	1 130,00	804,54	3 871,65	89 113,00	2 974,01	3 959,24	3 384,17	14,97
GAMAR THE	Pau	SPL	SEB	110	1	550,00	1 035,85	1 463,63	85 137,00	2 841,32	1 927,07	1 776,08	16,62
GAN		GAN	PAU	5 141	2	41 128,00	459,74	154 125,62	3 246 383,00	108 343,07	90 064,01	112 251,09	21,83
GARINDEIN		MLN	TDT	552	1	2 760,00	639,80	11 891,26	213 179,00	7 114,52	9 670,36	8 436,77	15,74
GARLEDE-MONDEBAT		GRN	AZQ	184	1	920,00	1 046,93	2 422,35	87 753,00	2 928,62	3 223,45	2 631,90	14,75
GARLIN	Garlin	GRN	AZQ	1 296	2	10 368,00	444,82	40 156,29	701 140,00	2 399,48	22 704,33	27 165,46	21,46
GAROS		AZQ	ATZ	203	1	1 015,00	891,60	3 138,06	84 851,00	2 831,77	3 556,31	2 915,82	14,81
GARRIS	Arzacq	SPL	SVB	325	1	1 625,00	7 291,84	5 238,20	156 957,00	5 238,20	5 693,60	5 215,82	16,51
GAYON	Amikuze	LYB	GRN	92	1	460,00	1 005,93	1 260,53	36 433,00	1 215,90	1 611,73	1 279,47	14,35
GELOS	Pau	PAU	GAN	3 916	1	19 580,00	469,30	115 008,07	2 424 169,00	80 902,93	120 738,56	85 969,86	21,94
GER		PTQ	SML	1 775	1	8 875,00	1 101,38	22 212,49	885 875,00	29 564,72	31 095,82	25 418,12	14,77
GERDEREST		LYB	PAU	113	1	565,00	1 133,01	1 374,61	52 099,00	1 738,72	1 979,62	1 584,65	14,47
GERE-BELESTEN		LRS	ADY	243	1	1 215,00	745,25	4 494,08	114 708,00	3 828,20	4 257,06	3 705,88	15,71
GERONCE	Sauveterre	OSM	NVR	395	1	1 975,00	764,07	7 125,26	166 450,00	5 555,01	10 734,95	6 838,39	17,71
GESTAS		SVB	NVR	76	1	380,00	955,55	1 096,22	26 757,00	892,97	1 331,43	1 046,59	14,21
GEUS-DARZACQ	Arzacq	ATZ	AZQ	128	1	640,00	1 019,75	1 330,02	62 979,00	2 101,83	2 242,40	1 850,94	14,91
GEUS-DOLORON		OSM	NVR	208	1	1 040,00	863,20	3 321,13	79 873,00	2 665,64	3 552,84	3 484,99	17,09
GOES		OSM	LSE	565	1	2 825,00	355,63	21 897,10	223 065,00	7 444,45	15 355,06	11 863,12	21,39
GOMER		SML	PTQ	259	1	1 295,00	572,55	6 234,81	77 198,00	2 576,37	4 537,36	4 057,90	15,67
GOTEN-LIBARENX		MLN	TDT	492	1	2 460,00	755,10	8 980,44	252 587,00	8 429,70	8 619,24	7 605,89	15,92
GUETHIARY		SIL	ANG	1 615	1	8 075,00	545,58	40 799,12	1 363 969,00	45 520,38	43 891,01	34 003,30	21,67
GUICHÉ		BDH	URT	774	1	3 870,00	848,88	12 567,00	519 216,00	17 328,04	13 559,53	12 424,55	16,52
GUMAR THE-PARENTIES	Sauveterre	SVB	SLB	232	1	1 160,00	572,18	5 588,47	105 759,00	3 529,54	4 064,36	3 862,70	16,65
GURMENCON		OSM	BDS	891	1	4 455,00	559,92	21 932,42	670 670,00	22 382,59	24 214,79	18 349,56	20,98
GURS		NVR	OSM	433	1	2 165,00	776,81	7 682,64	166 306,00	5 550,21	7 585,63	6 310,92	15,02
HAGETAUBIN	CCL	ATZ	OTZ	466	1	2 340,00	786,53	8 165,97	220 930,00	7 373,20	8 163,75	7 242,69	15,54
HALSOU		CBO	HPN	527	1	2 635,00	668,73	10 861,62	226 549,00	7 560,73	14 322,33	9 426,02	18,24
HASPARREN		HPN	CBO	6 047	2	48 376,00	431,29	193 244,80	3 598 836,00	120 105,65	105 936,02	129 830,70	21,98
HAUT-DE-BOSDARROS		NAY	CRZ	276	1	1 380,00	967,24	3 932,86	108 577,00	3 623,59	4 835,18	3 861,72	14,43
HAUX		ART	ART	109	1	545,00	854,29	1 758,56	46 658,00	1 557,14	1 909,55	1 585,83	15,00
HELETTE	Pays d'Haaspar	ILD	HPN	657	1	3 285,00	883,21	10 252,70	437 018,00	14 584,81	11 509,83	10 447,74	16,37
HENDAYE		HDE	SIL	19 442	3	233 304,00	256,71	1 043 826,31	14 895 914,00	497 128,35	528 377,15	641 665,98	33,47
HERRERE		OSM	ADY	379	1	1 895,00	714,33	7 132,71	188 632,00	6 295,30	8 300,12	6 978,70	18,41
HIGUERES-SOUYE	Pays de Luy, C Sauveterre	PAU	LBY	264	1	1 320,00	1 115,44	3 262,06	106 558,00	3 556,21	8 139,68	4 624,96	17,44
L'HOPITAL-DORION		SLB	OTZ	157	1	785,00	970,87	2 228,82	58 925,00	1 966,53	2 250,45	2 177,82	14,31
L'HOPITAL-SAINT-BLAISE		OSM	MLN	79	1	395,00	1 333,61	816,45	36 005,00	1 201,61	2 146,95	1 302,41	16,49
HOSTA		SJP	SPL	100	1	500,00	1 501,35	918,02	51 344,00	1 713,53	1 751,88	1 379,70	14,24
HOURS		PTQ	SML	175	1	875,00	846,17	2 850,45	74 566,00	2 488,53	3 065,79	2 548,92	15,01
IBARROLLE		SJP	SPL	98	1	490,00	1 494,31	903,90	39 417,00	1 315,48	1 716,84	1 286,22	13,55
IDALUX-MENDY		MLN	TDT	278	1	1 390,00	894,53	4 283,37	121 173,00	4 043,96	4 716,82	4 020,93	14,91
IDRON	Pau	PAU	SML	4 214	1	21 070,00	558,88	103 923,75	3 043 919,00	101 586,14	129 926,53	91 539,07	21,71
IGON		CRZ	NAY	982	1	4 910,00	509,10	26 585,27	412 244,00	13 758,01	17 203,44	16 205,87	16,98
IHOLDY		ILD	SPL	425	2	3 400,00	426,56	13 732,45	226 879,00	7 571,74	7 445,48	8 931,12	21,66
ILHARRE	Amikuze	SPL	SVB	140	1	700,00	1 035,65	1 863,16	86 898,00	2 900,09	2 452,63	2 129,31	15,67

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1° appel	CIS 2° appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune	Part forfaitaire par Hab./DGF	Critères délai moyen d'intervention (en secondes) CIS-centre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (dégressant, base contrib, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2015	contribution en 2014	En Hab (pop DGF 2007)
BRISBARY		ILD	SEB	774	1	3 870,00	814,77	13 093,09	524 468,00	17 503,32	2	13 559,53	12 919,63	12 553,07	16 69
BIKOLEGUY		SEB	SJP	324	1	1 620,00	640,19	6 975,48	158 355,00	5 284,86	2	5 676,08	5 154,46	5 154,46	16,38
ESPOURE		SJP	SEB	647	1	3 235,00	482,68	18 475,00	371 846,00	12 409,79	2	11 334,65	11 786,72	11 466,10	18,22
ISSOR	Barétous	ART	OSM	311	1	1 555,00	798,63	5 367,22	180 399,00	6 020,54	2	5 448,34	4 877,89	4 877,89	16,15
ISTURITS	Pays d'Haspan	HPN	TLD	402	1	2 010,00	1 043,19	5 311,26	166 329,00	5 530,98	2	7 042,25	5 775,24	5 598,31	14,37
ITXASSOU		CBO	HPN	1 932	1	9 660,00	657,63	40 491,36	1 565 903,00	52 259,62	3	52 506,15	39 919,61	39 176,34	20,66
IZESTE		ADY	LRS	480	1	2 400,00	559,21	11 830,36	189 017,00	6 308,15	2	8 409,01	7 856,78	7 631,70	16,37
JASSES		NVR	MON	146	1	730,00	495,81	4 058,61	55 730,00	1 859,90	2	2 577,74	2 394,85	2 464,38	16,88
JATXOU		CBO	CBO	1 083	1	5 415,00	804,50	18 553,94	478 759,00	15 977,85	3	29 432,80	18 761,16	19 131,08	17,66
JAXU		SJP	SEB	179	1	895,00	804,58	3 066,32	97 090,00	3 240,23	2	3 135,86	2 762,12	2 844,84	15,89
JURANCON	Pa	PAU	GAN	7 792	1	38 960,00	482,23	222 703,81	6 578 567,00	219 549,61	4	240 243,84	180 669,34	180 735,89	23,20
JUXUE		SPL	SJP	206	1	1 030,00	1 220,93	2 325,48	89 315,00	2 980,75	2	3 608,87	2 821,15	2 911,11	14,13
LAA-MONDRANS	CCL	OTZ	NVR	431	1	2 155,00	660,39	8 995,27	196 876,00	6 570,44	3	11 713,33	7 952,52	7 800,43	18,45
LAAAS	Sauveterre	NVR	SVB	149	1	745,00	1 133,53	1 811,71	80 444,00	2 684,70	2	2 610,30	2 161,18	2 228,02	14,95
LABASTIDE-CEZERACQ	CCL	ATX	MRX	473	1	4 795,00	462,28	14 102,45	409 605,00	13 669,94	3	12 854,77	10 519,37	10 714,89	22,65
LA BASTIDE-CLAIRENCE	CCL	HPN	BDH	959	1	4 795,00	922,99	14 320,47	393 696,00	13 139,00	2	16 800,50	13 638,61	14 064,82	14,67
LABASTIDE-MONREJEAU	CCL	ATX	MRX	441	1	2 230,00	1 183,18	2 094,95	362 412,00	12 094,95	3	12 120,99	9 504,78	9 683,10	21,71
LABASTIDE-VILLERANICHE	Salies-de-Béarn	BDH	S.LB	341	1	1 705,00	1 136,73	4 134,59	147 626,00	4 926,79	2	5 973,90	4 720,85	4 870,52	14,28
LABATMALE		P.TQ	CRZ	206	1	1 030,00	647,49	4 385,01	75 824,00	2 530,51	2	3 608,87	3 210,31	3 210,31	15,58
LABATUT FIGUIERES		LBV	SML	155	1	775,00	1 136,71	1 879,40	70 556,00	2 354,70	2	2 715,41	2 235,31	2 355,11	14,42
LABELTS-BISCAY	Amikuze	SPL	BDH	170	1	850,00	985,18	2 378,31	77 928,00	2 600,73	2	2 978,19	2 438,00	2 513,94	14,79
LABEYRIE	CCL	ATZ	OTZ	100	1	500,00	1 043,33	1 321,04	36 302,00	1 211,52	2	1 751,88	1 361,56	1 405,11	14,05
LACADEE	CCL	ATZ	OTZ	108	1	540,00	1 053,66	1 412,73	49 721,00	1 659,36	2	1 892,03	1 532,22	1 580,16	14,63
LACARRE		SJP	SEB	134	1	670,00	880,22	2 098,20	59 753,00	1 994,16	2	2 347,52	2 012,76	2 152,52	15,02
LACARRY-ARHAN-CHARRITTE-DE-HAUT		TDT	MEJ	157	1	785,00	846,54	2 556,14	88 561,00	2 955,59	2	2 750,45	2 419,03	2 491,33	15,87
LACOMMANDE	CCL	LSE	MON	179	1	895,00	909,52	2 712,54	89 083,00	2 973,01	2	3 135,86	2 698,33	2 729,38	15,45
LACO	CCL	ATX	MRX	676	1	3 380,00	486,64	19 146,01	2 938 803,00	98 078,06	3	18 371,72	29 241,11	29 238,02	43,98
LADOR	CCL	MRX	MON	1 300	1	6 500,00	518,29	34 570,38	602 754,00	20 115,99	3	35 330,23	24 945,59	25 425,06	19,56
LAGOS		NAY	CRZ	517	1	2 585,00	771,10	9 240,97	246 589,00	8 229,52	2	9 057,21	7 841,33	8 078,23	15,63
LAGUINGE-RESTOUE		TDT	ART	177	1	885,00	595,73	4 095,07	79 124,00	2 640,64	2	3 100,82	2 822,81	2 905,94	16,42
LAHONCE		URT	ANG	1 951	1	9 750,00	961,24	27 974,32	969 932,00	32 370,00	2	34 179,13	28 567,55	29 446,62	15,09
LAHONTAN	Salies-de-Béarn	PYO	S.LB	424	1	2 120,00	787,22	7 423,44	636 344,00	21 377,01	2	7 427,96	9 057,11	9 289,75	21,91
LAHOUCADE	CCL	MRX	MON	703	1	3 515,00	536,38	18 004,28	287 010,00	9 578,52	3	19 105,50	13 136,17	13 390,29	19,05
LALONGUE		LBV	GRN	196	1	980,00	1 096,61	2 463,43	76 981,00	2 569,12	2	3 433,68	2 681,25	2 766,80	14,12
LALONQUETTE		GRN	AZQ	236	1	1 180,00	1 073,27	3 030,66	97 313,00	3 247,74	2	4 134,43	3 268,53	3 372,14	14,29
LAMAYOU		VIC	LBV	219	1	1 095,00	1 020,00	2 959,23	91 741,00	3 061,72	2	3 836,61	3 068,78	3 165,45	14,45
LANNE-EN-BARETOUS	Barétous	ART	TDT	596	1	2 980,00	731,36	11 231,79	261 582,00	8 729,90	2	10 441,19	9 006,83	9 279,46	15,57
LANNECAUBE		LBV	GRN	163	1	815,00	1 297,59	1 731,35	66 015,00	2 203,15	2	2 855,56	2 183,87	2 254,35	13,83
LANNEPLAA	CCL	OTZ	S.LB	264	1	1 320,00	775,02	4 694,89	140 061,00	4 674,32	3	7 174,75	4 747,71	4 840,43	18,33
LANTABAT		ILD	SPL	306	1	1 530,00	1 121,48	3 760,66	117 807,00	3 931,63	2	5 360,74	4 155,86	4 288,99	14,02
LARCEVEAU-ARROS-CIBIENS		SJP	SPL	415	1	2 075,00	1 323,37	4 322,19	490 436,00	16 367,55	2	7 270,29	7 515,78	7 723,78	18,61
LARAIN		PAU	MON	867	1	4 335,00	743,98	16 061,68	453 583,00	15 137,64	4	26 731,44	16 802,67	16 761,89	19,33
LARRAU		TDT	ART	370	1	1 830,00	1 540,55	3 310,24	408 830,00	13 577,33	2	6 481,95	6 415,20	6 596,48	17,83
LARRESSORE		CBO	ANG	1 374	1	6 870,00	639,48	29 613,67	717 811,00	23 955,84	3	37 341,33	25 590,51	26 085,94	18,99
LARREULE	Arzacq	AZQ	ATZ	192	1	960,00	1 151,09	2 298,93	74 162,00	2 475,04	2	3 363,60	2 597,97	2 681,36	13,97
LARRIBAR-SORHAPURU	Amikuze	SPL	MLN	194	1	970,00	781,53	3 421,29	78 975,00	2 635,67	2	3 398,64	2 851,01	2 938,57	15,15
LARUNS		LRS	ADY	1 961	2	15 688,00	456,53	59 202,48	2 429 144,00	81 068,97	2	34 354,31	49 186,18	50 282,81	25,64
LASCLAVIERES		GRN	SEB	208	1	1 040,00	1 378,76	2 079,27	132 632,00	4 426,39	2	3 643,90	3 038,88	3 152,79	15,16
LASSE		SJP	SEB	276	1	1 380,00	598,64	6 354,50	131 817,00	4 399,19	2	4 835,18	4 477,87	4 579,79	16,59
LASSERRE		LBV	GRN	110	1	550,00	979,46	1 547,90	42 599,00	1 421,68	2	1 927,07	1 531,39	1 579,79	14,36
LASSEUBE		LSE	OSM	1 588	2	12 704,00	477,83	45 805,03	789 819,00	26 359,00	2	27 819,81	32 239,51	33 016,69	20,79
LASSEUBETAT		LSE	OSM	1 880	1	900,00	951,03	2 608,63	66 395,00	2 215,83	2	3 153,38	2 499,52	2 578,63	14,33
LAY-LAMIDOU		NVR	OSM	136	1	680,00	731,68	2 361,83	50 051,00	1 670,38	2	2 382,55	1 996,10	2 067,44	15,13

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1° appel	CIS 2° appel (inf)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6Cat.	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en secondes) CIS-contre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (dégressif, base contrib. 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution potentiel financier (base contrib. 30% PV)	critère niveau de classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib. 40% PV)	contribution en 2014	contribution en 2015	En €/hab (pop DGF 2007)
LECUMBERRY		SJP	SEB	212	1	1 060,00	1 005,76	2 905,21	94 016,00	3 137,64	2	3 713,98	3 009,97	3 104,12	14,64
LEDEUX		OSM	MON	1 133	1	5 665,00	444,88	35 101,02	485 041,00	16 187,50	3	30 791,65	22 405,70	22 833,28	20,15
LEE	Pau	PAU	SML	1 169	1	5 845,00	668,66	24 095,83	562 379,00	18 768,54	4	36 042,74	22 801,64	22 748,78	19,46
LEES-ATHAS		BDS	OSM	323	1	1 615,00	699,35	6 365,67	184 772,00	6 166,48	2	6 658,56	5 195,29	5 347,63	16,56
LEMBEYE		LBY	PAU	752	2	6 016,00	447,41	23 165,95	465 389,00	15 531,65	2	13 174,12	16 096,09	16 476,23	21,91
LEME		AZQ	GRN	153	1	765,00	820,43	2 570,31	65 634,00	2 190,43	2	2 680,37	2 245,52	2 314,53	15,13
LEREN	Salices-de-Bear	BDS	PEY	204	1	1 020,00	1 092,99	2 572,46	99 406,00	3 317,52	2	3 573,83	2 910,16	3 000,96	14,71
LESCAR	Pau	PAU	MON	10 428	1	52 140,00	687,95	208 920,68	10 044 060,00	335 205,14	4	321 517,29	233 002,41	233 002,41	22,34
LESCUN		BDS	OSM	385	1	1 925,00	1 192,51	4 449,75	365 428,00	12 195,60	2	6 744,73	6 505,44	6 691,59	17,38
LESPIELLE		LBY	GRN	142	1	710,00	832,41	2 351,18	57 871,00	1 931,36	2	2 487,67	2 059,17	2 122,86	14,95
LESPOURCY	Pays de Luy, C	SML	PAU	119	1	595,00	1 330,22	1 232,98	51 715,00	1 725,91	2	2 084,73	1 610,20	1 661,89	13,97
LESTELLE-BETHARRAM		CRZ	NAY	1 061	1	5 305,00	745,91	19 604,95	441 303,00	14 727,81	2	18 587,42	15 813,52	16 295,63	15,36
LICHANS-SINHAR		TDT	ART	95	1	475,00	646,36	2 025,76	35 489,00	1 184,39	2	1 664,28	1 440,84	1 484,38	15,63
LICHOS		MLN	NVR	135	1	675,00	1 019,82	1 824,50	51 548,00	1 720,34	2	2 365,03	1 861,17	1 920,31	14,22
LICQ-ATHEREY		TDT	ART	277	1	1 385,00	793,55	4 811,08	217 967,00	7 274,32	2	4 852,70	4 700,58	4 834,80	17,45
LIMENDOIS		SML	PTQ	391	1	1 955,00	599,17	8 094,18	194 271,00	6 483,50	2	6 849,84	6 345,32	6 530,55	16,70
LIVRON		PTQ	SML	308	1	1 540,00	698,46	6 077,73	139 831,00	4 666,65	2	5 395,78	4 733,07	4 875,11	15,83
LOHITZUN-OYHEROQ	Amikuze	SPL	ILD	223	1	1 115,00	947,85	3 242,65	102 375,00	3 416,61	2	3 906,69	3 321,65	3 321,65	14,89
LOMBIA	Pays de Luy, C	SML	PAU	165	1	825,00	1 098,30	2 070,61	94 033,00	3 168,24	2	2 890,60	2 440,83	2 515,54	15,25
LONCON	Arzacq	AZQ	GRN	106	1	530,00	1 011,49	1 444,38	1 111,16	1 711,16	2	1 856,99	1 529,56	1 576,99	14,88
LONS	Pau	PAU	GAN	13 690	1	68 430,00	535,42	352 406,54	13 952 390,00	465 639,68	4	422 091,65	324 943,21	325 169,95	23,75
LOUBIENG	CCL	OTZ	NVR	465	1	2 325,00	818,03	7 834,64	194 314,00	6 484,93	3	12 637,35	7 962,43	8 119,90	17,46
LOUHOSSA		CBO	ILD	608	1	3 040,00	910,89	9 199,70	294 286,00	9 821,35	3	16 523,68	10 465,66	10 672,36	17,55
LOURDIOIS-ICHÈRE		ART	BDS	183	1	915,00	1 043,61	2 416,84	111 606,00	3 724,68	2	3 205,94	2 767,78	2 851,52	15,58
LOURENTIES		SML	PTQ	290	1	1 450,00	709,60	5 632,72	149 335,00	4 983,81	2	5 080,44	4 548,10	4 683,18	16,15
LOUVIE-JUZON		ADY	LRS	1 135	1	5 675,00	586,10	26 690,54	583 429,00	19 471,05	2	19 883,81	18 645,18	19 186,17	16,90
LOUVIE-SOUBIRON		LRS	ADY	183	1	915,00	581,96	4 334,02	163 070,00	5 442,21	2	3 205,94	3 433,81	3 527,28	19,27
LOUVIGNY	Arzacq	AZQ	GRN	116	1	580,00	704,86	2 268,25	54 667,00	1 824,43	2	2 032,18	1 844,65	1 844,65	15,90
LUC-ARMAU		LBY	SML	113	1	565,00	703,01	2 215,40	42 392,00	1 414,77	2	1 979,62	1 679,36	1 730,63	15,32
LUCARRE		LBY	SML	58	1	290,00	884,26	904,03	24 765,00	826,49	2	1 016,09	837,65	863,61	14,89
LUCGARRIER		SML	PTQ	296	1	1 480,00	671,77	6 073,08	148 198,00	4 945,88	2	5 185,56	4 675,69	4 814,05	16,26
LUCO-DE-BEARN	CCL	OSM	MON	1 017	1	5 085,00	1 056,97	13 261,58	455 732,00	15 209,36	3	27 639,11	16 892,84	17 229,64	16,94
LURBE-SAINT-CHRISTAU		OSM	BDS	255	1	1 275,00	864,08	4 067,45	171 617,00	5 727,45	3	6 930,16	4 722,39	4 813,94	18,88
LUSSAGNET-LUSSON		LBY	PAU	151	1	755,00	1 080,62	1 925,93	58 352,00	1 947,41	2	2 645,33	2 064,96	2 130,87	14,11
LUXE-SUMBERRAUTE	Amikuze	SPL	NAY	365	1	1 825,00	1 037,38	4 849,42	142 717,00	4 762,96	2	6 394,35	5 037,21	5 197,19	14,24
LYS		ADY	NAY	309	1	1 545,00	745,89	5 709,75	121 356,00	4 050,07	2	5 413,30	4 561,64	4 701,41	15,21
MACAYE		HPN	CBO	548	1	2 740,00	1 194,75	6 321,77	363 150,00	12 119,58	2	9 600,29	8 297,45	8 548,35	15,60
MALAUSSANNE	Pays de Luy, C	AZQ	GRN	429	1	2 145,00	805,46	7 340,86	173 696,00	5 796,84	2	7 515,55	6 257,59	6 450,53	15,04
MASCARAAS-HARON	Arzacq	GRN	AZQ	131	1	655,00	787,38	2 293,09	57 197,00	1 908,86	2	2 294,96	1 945,68	2 005,11	15,31
MASLACQ	CCL	OTZ	MRX	762	1	3 810,00	809,63	12 971,87	394 984,00	13 181,99	3	20 708,95	13 540,70	13 805,94	18,12
MASPARRAUTE	Amikuze	SPL	BDS	223	1	1 115,00	3 057,32	8 057,32	84 559,00	2 822,03	2	3 906,69	3 078,74	3 176,49	14,24
MASPIE-LALONQUÈRE-JUIU-LACQ		LBY	PAU	236	1	1 180,00	902,31	3 604,90	120 631,00	4 025,88	2	4 134,43	3 623,34	3 623,34	15,35
MAUCOR	Pays de Luy, C	PAU	SML	469	1	2 345,00	923,25	7 001,46	192 299,00	6 417,69	4	14 460,26	8 455,69	8 424,37	17,96
MAULEON-LICHARRE		MLN	TDT	3 704	2	29 632,00	531,59	96 035,01	2 558 413,00	85 383,12	2	64 889,54	77 598,17	79 445,99	21,45
MAUIRE		LBY	SML	126	1	630,00	1 075,87	1 614,16	47 119,00	1 572,52	2	2 207,37	1 714,77	1 769,64	14,04
MAZERES-LEZONS	Pau	PAU	GAN	2 184	1	10 920,00	564,89	33 287,64	1 277 983,00	42 650,73	4	67 337,34	45 505,01	45 448,68	20,81
MAZEROLLES	Arzacq	ATX	AZQ	775	1	3 875,00	1 002,85	10 651,24	366 376,00	12 227,24	3	21 062,25	13 089,76	13 349,58	17,23
MEHARIN	Amikuze	ILD	SPL	284	1	1 420,00	882,59	4 434,99	96 460,00	3 219,20	2	4 975,33	3 951,43	4 076,37	14,35
MEILLON	Gave et Coteau	PAU	NAY	757	1	3 785,00	696,93	14 970,59	338 137,00	11 284,81	4	23 339,91	14 490,26	14 452,01	19,09
MENDIONDE	Pays d'Hasparn	HPN	CBO	755	1	3 775,00	965,14	10 781,85	324 772,00	10 838,77	2	13 226,67	10 737,82	11 073,37	14,67
MENDITTE		MLN	TDT	250	1	1 250,00	1 009,67	3 412,70	90 373,00	2 982,69	2	4 379,69	3 415,62	3 524,68	14,10
MENDIVE		SJP	SEB	204	1	1 020,00	1 086,10	2 388,79	90 888,00	3 033,25	2	3 573,83	2 861,06	2 951,14	14,47
MERACQ	Arzacq	AZQ	GRN	219	1	1 095,00	660,92	4 566,97	89 927,00	3 001,18	2	3 836,61	3 352,29	3 453,10	15,77

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1 <sup>o</sup> appel	CIS 2 <sup>o</sup> appel (infé)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6 cat.	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en secondes) CIS- centre commune	Part variable contribution d'intervention (dégressif, base contrib. 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable potentiel financier (base contrib. 30% PV)	critère niveau de service classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2014	contribution en 2015	En €/hab (pop DGF 2007)
MERITEIN		NVR	MON	279		1 395,00	550,23	6 988,64	132 187,00	4 411,54	2	4 887,74	4 592,97	4 726,10	16,94
MESPLEDE	CCL	ATZ	OTZ	356		1 780,00	799,23	6 139,26	143 713,00	4 796,20	2	6 236,68	5 198,88	5 359,08	15,05
MIALOS	atzacq	AZQ	GRN	107		535,00	887,28	1 662,10	39 687,00	1 324,49	2	1 874,51	1 597,58	1 554,93	14,53
MIOSENS-LANUSSE		GRN	AZQ	192		960,00	1 156,07	2 289,04	83 963,00	2 802,14	2	3 363,60	2 656,09	2 740,33	14,27
MIREPEIX		NAY	CRZ	995		4 975,00	26 281,86	4 360,96	513 104,00	17 124,06	2	17 431,18	16 883,75	17 365,87	17,45
MOMAS		AZQ	ATZ	402		2 010,00	1 270,51	4 360,96	196 251,00	6 549,58	2	7 042,55	5 607,16	5 784,22	14,39
MOMY		LYB	PAU	122		610,00	979,47	1 716,74	51 014,00	1 702,51	2	2 137,29	1 721,48	1 775,50	14,55
MONASSUT-AUDIRACQ		LYB	PAU	319		1 595,00	1 102,12	3 989,30	158 719,00	5 297,00	2	5 588,49	4 564,62	4 706,80	14,75
MONCALJP		LYB	GRN	173		865,00	942,12	2 530,89	84 247,00	2 811,61	2	3 030,75	2 531,62	2 609,55	15,08
MONCAYOLLE-LARRORY-MENDIBIEU		MLN	NVR	356		1 780,00	780,55	6 236,16	155 201,00	5 179,60	2	6 236,68	5 296,05	5 457,68	15,33
MONCLA	Garlin	GRN	AZQ	109		545,00	783,67	1 917,02	45 583,00	1 521,26	2	1 909,55	1 608,30	1 657,59	15,21
MONEN	CCL	MON	MRX	4 330	2	34 640,00	469,68	127 064,23	2 231 758,00	74 481,51	2	75 856,29	88 782,65	90 914,58	21,00
MONPEZAT		LYB	GRN	93		465,00	965,01	1 328,27	33 894,00	1 131,16	2	1 629,25	1 285,33	1 326,12	14,26
MONSEUR		MLN	LYB	111		555,00	960,00	1 593,63	44 536,00	1 486,32	2	1 944,58	1 560,59	1 609,65	14,50
MONTE	CCL	ATX	ATZ	999		4 995,00	707,08	19 473,08	3 192 630,00	106 549,14	3	27 149,92	34 561,53	35 154,76	35,19
MONTAGUT	Azacq	AZQ	ATZ	116		580,00	961,24	1 663,26	47 275,00	1 577,73	2	2 032,18	1 634,97	1 686,31	14,54
MONTANER		VIC	LYB	485		2 425,00	960,00	6 963,15	229 572,00	7 661,61	2	8 496,61	7 032,67	7 250,20	14,95
MONTARDON	Lays en Béarn	PAU	SML	2 137		10 685,00	818,15	36 000,32	1 669 309,00	55 710,63	4	65 888,23	44 129,42	44 068,51	20,62
MONTAUT		CRZ	NAY	1 035		5 175,00	770,12	18 573,30	465 156,00	15 523,87	2	18 131,93	15 527,84	15 999,63	15,46
MONT-DISSE	Garlin	GRN	LYB	70		350,00	1 102,39	34 854,00	1 163,20	1 163,20	2	1 226,31	1 001,76	1 032,96	14,76
MONFORTY	Sauveterre	SVB	NVR	194		970,00	1 044,40	2 560,19	98 823,00	3 298,07	2	3 398,64	2 814,60	2 901,63	14,96
MONITORY		JDT	ART	386		1 930,00	721,20	7 376,77	173 227,00	5 781,19	2	6 762,25	5 875,38	6 052,56	15,68
MORLAAS	Pays de Luy, C Arzacq	PAU	SML	3 969		19 845,00	834,52	65 551,22	3 089 922,00	103 121,42	4	122 372,66	81 656,36	81 538,80	20,54
MORLANNE		AZQ	ATZ	448		2 440,00	1 196,00	5 162,74	205 590,00	8 861,25	4	7 848,41	6 224,04	6 224,04	14,33
MOULIERRE		ANG	URT	3 896		19 480,00	949,51	56 552,90	3 797 609,00	126 739,39	4	120 121,92	83 401,87	83 333,90	21,39
MOUHOUS		GRN	LYB	43		215,00	991,39	597,80	27 974,00	933,59	2	753,31	666,53	686,45	15,96
MOLMOUR		OSM	NVR	803		4 015,00	510,86	21 664,62	391 189,00	13 055,33	3	21 823,21	15 581,06	15 879,74	19,78
MOURENX	CCL	MRX	MON	7 707	3	92 484,00	393,99	269 609,56	9 984 882,00	333 230,17	3	209 453,90	252 894,96	256 483,05	33,28
MOURLENDY		MLN	TDT	293		1 465,00	1 027,01	3 932,12	105 605,00	3 524,41	2	5 133,00	3 995,98	4 123,70	14,07
MUSCULDY	Sauveterre	MLN	SVB	122		610,00	1 194,41	1 407,80	48 754,00	1 627,09	2	2 137,29	1 651,05	1 704,05	13,97
NABAS	Gave et Cotacq Sauveterre	PAU	NAY	532		2 660,00	821,23	8 928,53	377 145,00	12 586,64	4	16 402,68	10 726,06	10 726,06	20,16
NARCASTET		NVR	SVB	125		625,00	1 014,07	1 698,94	51 430,00	1 716,40	2	2 189,85	1 747,69	1 802,81	14,42
NARP	Lays en Béarn	PAU	AZQ	1 214		6 070,00	1 134,29	14 751,31	601 749,00	20 082,45	4	37 430,19	21 905,49	21 824,69	17,98
NAVALLES-ANGOS		NVR	MON	1 276	2	10 208,00	459,35	38 286,31	700 947,00	23 393,03	2	22 353,95	26 582,12	27 216,49	21,33
NAVARRIENX		NAY	CRZ	3 412	2	27 296,00	441,32	106 560,28	2 179 462,00	72 736,21	2	59 774,05	73 712,73	75 447,47	22,11
NAY		MRX	MON	147		735,00	616,62	3 285,74	421 080,00	14 052,90	3	3 995,03	4 864,80	4 948,86	33,67
NOGIERES	CCL	SML	PAU	1 074		5 370,00	562,15	26 332,03	518 603,00	17 307,58	2	18 815,16	17 635,58	18 147,39	16,90
NOUSTY		NVR	MON	226		1 130,00	767,78	4 056,99	107 729,00	3 595,29	2	3 959,24	3 450,54	3 534,14	15,64
OGENNE-CAMPIORT		OSM	ADY	1 165		5 825,00	914,84	17 551,50	1 833 068,00	61 173,84	3	31 661,32	27 800,62	28 309,81	24,30
OGEULES-BAINS		OSM	LSE	1 938	3	143 256,00	299,20	549 927,55	11 170 605,00	372 801,86	3	324 440,20	389 703,32	395 231,60	33,11
OLORON-SAINTE-MARIE	Sauveterre	SVB	SLB	192		960,00	837,62	3 159,31	70 129,00	2 340,45	2	3 363,60	2 730,96	2 816,29	14,67
ORAAAS		MLN	TDT	583		2 915,00	918,67	8 746,74	253 681,00	8 466,22	2	10 213,44	8 366,48	8 646,97	14,83
ORDIARP	Amikuzé	BDH	SPL	537		2 685,00	1 258,15	5 882,70	222 917,00	7 439,51	2	9 407,58	7 260,69	7 493,85	13,96
OREGUE		OSM	NVR	214		1 070,00	665,98	4 428,83	102 584,00	3 423,58	3	5 815,90	3 895,74	3 971,59	18,56
ORIN	Sauveterre	SLB	SVB	173		865,00	976,74	2 441,20	69 839,00	2 332,44	2	3 030,75	2 427,38	2 503,79	14,47
ORION	Sauveterre	SVB	SLB	138		690,00	927,86	2 049,89	132 391,00	4 418,35	2	2 417,59	2 423,78	2 491,84	18,06
ORRUELE	Amikuzé	SPL	ILD	98		490,00	861,22	1 568,37	39 263,00	1 310,34	2	1 716,84	1 407,04	1 450,78	14,80
ORSANCO	CCL	OTZ	SLB	11 096	3	133 152,00	484,33	315 761,04	9 069 406,00	302 677,56	3	301 557,08	318 384,21	322 882,47	29,10
ORTHEZ		MRX	ATX	431		2 155,00	560,09	10 606,00	1 006 665,00	33 595,90	3	11 713,33	13 047,73	13 276,46	30,80
OSS-MARSTILLON	CCL	TDT	MLN	104		520,00	679,37	2 109,89	43 413,00	1 448,84	2	1 821,95	1 585,49	1 633,27	15,70
OSSAS-SUHARE		BDS	OSM	394		1 970,00	534,50	10 159,83	234 521,00	7 826,78	2	6 902,40	6 831,98	7 025,03	17,83
OSSÉ-EN-ASPE	Sauveterre	NVR	SVB	52		260,00	952,16	752,71	29 161,00	973,20	2	910,98	782,95	806,70	15,51
OSSENX	Amikuzé	SVB	SPL	241		1 205,00	634,51	5 234,95	97 235,00	3 245,07	2	4 222,02	3 716,83	3 828,17	15,88
OSSERAIN-RIVARUYTE															

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1° appel	CIS 2° appel (inib)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6Cat	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en secondes) CIS- centre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (dégressif, base commune, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution potentiel financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de service classé au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2014	contribution en 2015	En €/hab (pop DGF 2007)
OSSES		SEB	ILD	723	1	3 615,00	1 031,09	9 664,41	380 786,00	12 708,15	2	12 666,07	10 588,41	10 914,20	15,10
OSTABAT-ASME		SPL	SPL	248	1	1 240,00	1 156,05	2 956,72	108 478,00	3 620,29	2	4 344,66	3 430,95	3 539,76	14,27
OUILLON		SML	PAU	361	1	1 805,00	986,13	5 076,46	155 533,00	5 190,68	2	6 324,28	5 121,29	5 281,54	14,63
OUSSE		PAU	PAU	1 569	1	7 845,00	754,78	28 650,73	779 841,00	26 026,00	4	48 375,59	30 080,65	30 002,06	19,12
OZENX-MONTESTRUUCQ		GCL	OTZ	387	1	1 935,00	811,50	6 572,94	170 499,00	5 690,14	3	10 517,54	6 690,10	6 822,09	17,63
PAGOLLE		SPL	MLN	268	1	1 340,00	1 399,54	2 639,28	129 608,00	4 325,47	2	4 695,03	3 681,50	3 798,71	14,17
PARBAYSE		MON	MIX	252	1	1 260,00	632,37	5 492,45	81 800,00	2 729,95	2	4 414,73	3 768,35	3 883,04	15,41
PARDIES		MRX	MON	1 049	1	5 245,00	672,87	21 487,13	3 317 658,00	110 721,76	3	28 508,78	36 269,21	36 891,81	35,17
PARDIES-PIETAT		NAY	GAN	394	1	1 970,00	739,39	7 344,41	160 542,00	5 357,84	2	6 902,40	5 863,68	6 042,58	15,34
PAU		PAU	GAN	81 846	4	1 473 228,00	503,31	2 241 266,70	81 961 266,00	2 735 331,91	4	2 523 485,23	3 022 417,33	3 024 002,73	36,95
PEYRELONGUE-ABOS		LYB	PAU	133	1	665,00	750,50	2 442,51	68 473,00	2 285,18	2	2 330,00	2 059,97	2 121,54	15,95
PIETS-PLASENCE-MOUSTROU		AZQ	ATZ	132	1	660,00	1 038,90	1 751,20	53 738,00	1 793,42	2	2 312,48	1 834,20	1 892,24	14,34
POEY-DE-LESCAR		PAU	ATX	1 679	1	8 395,00	924,58	25 028,99	767 799,00	25 624,12	4	51 767,12	30 749,85	30 644,72	18,25
POEY-DOLORON		OSM	NVR	190	1	950,00	775,83	3 375,38	84 544,00	2 821,53	3	5 163,65	3 316,85	3 382,12	17,80
POMPS		ATZ	AZQ	191	1	955,00	911,88	2 886,90	84 507,00	2 820,29	2	3 346,00	2 759,99	2 845,52	14,90
PONSON-DEBAT-POUTS		PTQ	SML	91	1	455,00	1 718,16	729,98	35 292,00	1 177,82	2	1 594,21	1 166,30	1 204,88	13,24
PONSON-DESSUS		PTQ	SML	242	1	1 210,00	1 547,44	2 155,45	217 106,00	7 245,58	2	4 239,54	3 894,57	4 008,74	16,57
PONTACQ		PTQ	SML	2 703	2	21 624,00	464,45	80 212,73	1 628 339,00	54 343,32	2	47 353,24	57 024,27	58 378,51	21,60
PONTACQ-VIELLEPENTE		VIC	LYB	121	1	605,00	1 140,00	1 462,90	64 780,00	2 161,93	2	2 119,77	1 750,18	1 804,38	14,91
PORTET		GRN	LYB	190	1	950,00	997,78	2 624,54	73 768,00	2 461,89	2	3 328,57	2 637,27	2 720,76	14,32
POULJACQ		AZQ	GRN	36	1	180,00	785,19	631,92	18 888,00	630,36	2	630,68	554,40	571,02	15,86
POURSIEUGUES-BOUCQUE		AZQ	GRN	206	1	1 030,00	658,34	4 312,75	80 276,00	2 679,09	2	3 608,87	3 130,02	3 224,49	15,65
PRECHACO-JOSBAIG		NVR	OSM	279	1	1 395,00	907,98	4 235,10	124 678,00	4 160,94	2	4 887,74	4 042,49	4 167,58	14,94
PRECHACO-NAVARENX		NVR	OSM	163	1	815,00	822,08	2 732,81	63 641,00	2 123,92	2	2 855,56	2 352,86	2 425,81	14,88
PRECILHON		OSM	LSE	371	1	1 855,00	421,51	12 131,13	145 544,00	4 857,31	3	10 082,70	7 372,29	7 512,82	20,25
PUYOO		PYO	OTZ	1 077	2	8 616,00	459,79	32 284,14	741 726,00	24 753,97	2	18 867,72	23 348,66	23 897,42	22,19
RAMOUS		PYO	OTZ	416	1	2 080,00	497,08	11 534,58	234 621,00	7 830,12	2	7 281,95	7 486,78	7 486,78	18,00
REBENACQ		ADY	GAN	704	1	3 520,00	931,04	10 421,67	354 967,00	11 846,48	2	12 333,22	10 398,76	10 717,28	15,22
RIBARROUY		GRN	AZQ	80	1	400,00	710,02	1 552,94	33 717,00	1 125,25	2	1 401,50	1 208,75	1 245,34	15,57
RIUPEYRIOUS		PAU	LYB	157	1	785,00	1 356,41	1 595,31	64 135,00	2 140,41	4	4 840,64	2 691,98	2 679,47	17,07
RIVEHAUTE		SVB	NVR	308	1	1 540,00	999,85	4 245,71	196 065,00	6 543,37	2	5 395,78	4 741,27	4 883,42	15,86
RONTIGNON		PAU	NAY	700	1	3 500,00	724,87	13 309,87	354 015,00	11 814,71	4	21 582,48	13 554,23	13 521,12	19,32
ROQUIAGUE		MLN	TDJ	135	1	675,00	1 086,76	1 712,13	54 942,00	1 835,61	2	2 365,03	1 861,33	1 920,48	14,23
SAINT-ABIT		NAY	CRZ	283	1	1 415,00	658,56	5 922,83	111 878,00	3 733,76	2	4 957,81	4 309,37	4 439,30	15,69
SAINT-ARMOU		PAU	AZQ	538	1	2 690,00	1 147,09	6 464,30	287 136,00	9 582,72	4	16 587,68	9 819,48	9 785,30	18,19
SAINT-BOES		OTZ	SLB	386	1	1 930,00	877,08	6 065,75	186 475,00	6 223,32	3	10 490,36	6 683,38	6 815,18	17,66
SAINT-CASTIN		PAU	SML	755	1	3 775,00	912,16	11 408,02	313 036,00	10 447,10	4	23 278,25	13 638,38	13 608,64	18,02
SAINTE-COLOME		ADY	LRS	309	1	1 545,00	631,43	6 744,79	123 831,00	4 132,67	2	5 413,30	4 766,43	4 909,19	15,89
SAINT-DOS		BDH	SLB	146	1	730,00	1 115,31	1 804,23	45 846,00	1 530,04	2	2 557,74	1 921,31	1 983,93	13,59
SAINTE-ENGRAÇE		TDJ	ART	293	1	1 465,00	1 370,19	3 058,92	176 368,00	5 886,01	2	4 268,72	4 400,42	4 502,22	15,02
SAINT-ESTEBEN		ILD	HPN	370	1	1 850,00	935,36	3 452,00	131 196,00	4 378,47	2	6 481,95	5 122,05	5 284,45	14,28
SAINT-ETIENNE-DE-BAIGORRY		SEB	SJP	1 677	2	13 416,00	468,51	49 334,02	936 580,00	31 256,93	2	29 378,98	34 849,43	35 681,90	21,28
SAINT-FAUST		PAU	GAN	760	1	3 800,00	1 025,47	10 214,75	327 059,00	10 915,09	4	23 432,41	13 589,41	13 557,01	17,81
SAINT-GIRONS		OTZ	SLB	141	1	705,00	1 156,15	1 680,89	69 111,00	2 306,47	3	3 831,97	2 349,42	2 396,22	16,99
SAINT-GLADIE-ARRIVE-MUNEIN		SVB	NVR	217	1	1 085,00	610,18	4 901,60	159 474,00	5 322,20	2	3 820,97	3 820,97	3 928,14	18,10
SAINT-GOIN		OSM	NVR	193	1	965,00	830,19	3 204,15	70 822,00	2 363,58	3	5 245,18	3 236,00	3 300,35	17,10
SAINT-JAMMES		PAU	SML	608	1	3 040,00	997,86	8 197,87	267 578,00	8 930,01	4	18 745,93	10 949,22	10 908,44	17,94
SAINT-JEAN-DE-LUZ		SJP	HDE	18 410	3	220 920,00	222,47	1 140 574,37	19 098 006,00	637 366,74	3	500 330,38	666 019,47	675 494,69	36,69
SAINT-JEAN-LE-VIEUX		SJP	SEB	997	1	4 985,00	646,85	21 243,52	474 972,00	15 851,46	2	17 466,22	15 745,28	16 211,24	16,26
SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT		SJP	SEB	1 855	2	14 840,00	443,52	57 644,93	1 372 166,00	45 793,94	2	32 497,32	41 167,63	42 126,70	22,71
SAINT-JEAN-POUDGE		GRN	LYB	67	1	335,00	1 068,85	863,96	60 555,00	2 020,93	2	1 173,76	1 162,31	1 162,31	17,35
SAINT-JUST-BARRE		SJP	MLN	324	1	1 620,00	1 670,08	2 673,88	127 471,00	4 254,15	2	5 676,08	4 177,36	4 315,07	13,32
SAINT-LAURENT-BRETAGNE		LYB	PAU	375	1	1 875,00	1 346,62	3 838,16	164 821,00	5 500,65	2	6 569,54	5 076,83	5 239,75	13,97

Norm de la Commune	EPCI	CIS 1 <sup>er</sup> appel	CIS 2 <sup>e</sup> appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M.6cat.	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en seconds) CIS- centre commune	Part variable contribution délai moyen d'intervention (dégressant, base contrib, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution potentiel financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de classement au CIS de rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2015	contribution en 2014	En €/hab (pop DGF 2007)
SAINTE-MARTIN-D'ARBERGOUE	Pays d'Haspar	ILD	HPN	341	1	1 705,00	1 006,76	4 668,37	145 694,00	4 862,31	2	5 973,90	4 806,85	4 957,77	14,54
SAINTE-MARTIN-D'ARROSSA		SEB	SJP	504	1	2 520,00	951,61	7 299,74	268 239,00	8 932,07	2	8 829,46	7 501,34	7 730,20	15,34
SAINTE-MEDARD	CCL	ATZ	OTZ	216	1	1 080,00	1 058,54	2 812,44	88 456,00	2 924,08	2	3 784,06	2 994,87	3 089,74	14,30
SAINTE-MICHEL		SJP	SEB	281	1	1 405,00	679,73	5 697,74	138 557,00	4 624,13	2	4 922,78	4 413,33	4 544,31	16,17
SAINTE-PALAIS	Amikuze	SPL	SVB	2 013	2	16 104,00	434,13	63 908,26	1 816 077,00	60 608,79	2	35 265,29	46 922,03	47 995,63	23,84
SAINTE-PE-DE-LEREN	Salles-de-Béar	BDH	PEY	216	2	1 080,00	1 169,60	2 545,38	114 252,00	3 812,99	2	3 784,06	3 103,69	3 200,15	14,82
SAINTE-PEE-SUR-NIVELLE		SPN	SJL	5 316	2	42 528,00	463,55	158 060,14	3 165 717,00	105 650,96	2	93 129,80	111 981,11	114 642,05	21,57
SAINTE-PIERRE-DIRUBE		ANG	URT	4 788	1	23 940,00	734,45	87 470,50	2 553 064,00	85 204,61	4	147 624,16	92 861,73	92 637,49	19,35
SAINTE-VINCENT		PTQ	CRZ	376	1	1 880,00	741,50	6 988,93	151 175,00	5 045,23	2	6 587,06	5 579,71	5 750,21	15,29
SALLES-DE-BEARN	Salles-de-Béar	SLB	OTZ	5 255	2	42 040,00	464,57	155 905,24	3 411 701,00	113 860,30	2	92 061,15	112 360,06	115 014,76	21,89
SALLES-MONGISCARD	CCL	OTZ	SLB	270	1	1 350,00	853,17	4 361,78	323 116,00	10 783,50	3	7 337,82	5 875,00	5 984,72	22,17
SALLESPISSIE		OTZ	AMO	586	1	2 930,00	857,26	9 421,52	311 683,00	10 401,94	3	15 925,78	10 360,12	10 563,23	18,03
SAMES		BDH	HPN	409	1	2 045,00	1 145,16	4 922,58	350 857,00	11 709,32	2	7 165,18	6 718,37	6 913,31	16,90
SAMONS-LEON		LBV	PAU	80	1	400,00	795,00	1 386,94	35 694,00	1 191,23	2	1 401,50	1 190,42	1 226,74	15,33
SARE		SPN	SJL	2 428	1	12 140,00	942,94	35 489,45	1 352 353,00	45 132,71	2	42 535,58	36 564,30	37 673,07	15,52
SARPOURENX	CCL	OTZ	MRX	250	1	1 250,00	677,20	5 088,16	116 374,00	3 883,80	3	6 794,27	4 514,19	4 602,26	18,41
SARRANCE		BDS	OSM	295	1	1 475,00	4 756,37	4 756,37	207 598,00	6 928,27	2	5 168,04	4 788,69	4 928,46	16,71
SAUBOLE	Pays de Luy, C	SML	PAU	80	1	400,00	1 033,95	1 666,41	39 670,00	1 323,93	2	1 401,50	1 156,00	1 191,82	14,90
SAUCÈDE		NVR	OSM	117	1	585,00	956,79	1 685,40	66 898,00	2 232,62	2	2 049,70	1 768,00	1 821,52	15,57
SAUGUIS-SAINT-ETIENNE		IDT	MLN	222	1	1 110,00	732,10	4 179,43	88 618,00	2 957,49	2	3 889,17	3 300,20	3 400,95	15,32
SAULT-DE-NAVAILLES	CCL	OTZ	AMO	835	1	4 175,00	1 139,46	10 100,03	486 032,00	16 240,60	3	22 692,88	14 413,01	14 697,46	17,60
SAUVAGNON	Luy en Béarn	PAU	AZQ	3 133	1	15 665,00	979,21	44 098,27	1 878 408,00	62 688,99	4	96 597,01	59 627,13	59 463,81	18,98
SAUVELADE	CCL	MRX	OTZ	230	1	1 150,00	885,50	3 579,94	110 463,00	3 686,53	3	6 250,73	3 972,06	4 050,44	17,61
SAUVETERRE-DE-BEARN	Sauveterre	SVB	SLB	1 549	2	12 392,00	432,64	49 347,39	998 799,00	33 333,39	2	27 136,58	33 699,58	34 490,56	22,27
SEBY	Arzacq	AZQ	GRN	176	1	880,00	860,18	2 820,05	72 745,00	2 427,75	2	3 083,30	2 541,19	2 619,97	14,89
SEJZE-MAUBECQ		SML	PAU	203	1	1 015,00	1 265,47	2 210,95	73 172,00	2 442,00	2	3 556,31	2 674,51	2 761,63	13,60
SEJZERE		SML	PAU	369	1	1 845,00	1 079,96	4 709,28	162 564,00	5 425,32	2	6 464,43	5 168,81	5 331,65	14,45
SEMÈACQ-BLACHON	Pays de Luy, C	LBV	GRN	196	1	980,00	830,80	3 251,58	75 389,00	2 515,99	2	3 433,68	2 815,93	2 903,46	14,81
SENDETS	Pau	PAU	SML	743	1	3 715,00	785,26	13 040,99	434 869,00	14 513,09	4	22 908,26	14 549,22	14 516,45	19,54
SERRES-CASTET	Luy en Béarn	PAU	GAN	3 784	1	18 920,00	897,93	58 082,31	5 177 568,00	172 793,41	4	116 668,72	90 689,02	90 764,44	23,99
SERRES-MORLAAS	Pays de Luy, C	PAU	SML	779	1	3 895,00	828,91	12 952,78	408 882,00	13 645,81	4	24 018,22	14 834,44	14 793,96	18,99
SERRES-SAINTE-MARIE	CCL	ATX	ATZ	467	1	2 335,00	347,59	18 517,82	393 205,00	13 122,62	3	12 691,70	11 159,27	11 363,61	24,33
SEVIGNACQ-MEYRACQ		ADY	LRS	566	1	2 830,00	559,99	14 106,93	241 373,00	8 055,45	2	9 915,63	9 140,84	9 408,32	16,62
SEVIGNACQ		GRN	LBV	617	1	3 085,00	1 275,65	6 666,34	271 620,00	9 064,90	2	10 809,08	8 420,11	8 689,15	14,08
SIMACOURBE		LBV	PAU	353	1	1 765,00	847,97	5 737,62	121 496,00	4 054,74	2	6 184,13	4 962,50	5 118,54	14,50
SIROCS		ATX	PAU	606	1	3 030,00	838,93	9 955,91	259 081,00	8 646,43	3	16 469,32	10 365,97	10 571,04	17,44
SOURMOULOU		SML	PTQ	1 250	2	10 000,00	436,69	39 452,09	747 502,00	24 946,74	2	21 898,47	26 769,09	27 401,18	21,92
SOURAIDE		SPN	CBO	1 228	1	6 140,00	961,13	17 609,64	719 495,00	24 012,05	2	21 513,05	18 647,95	19 211,00	15,64
SUHESCUN		ILD	SJP	214	1	1 070,00	1 030,21	2 863,01	95 292,00	3 180,22	2	3 279,02	3 027,99	3 122,87	14,59
SUS		NVR	OSM	399	1	1 995,00	616,24	8 923,91	118 558,00	3 956,69	2	6 989,99	5 941,23	6 122,45	15,34
SUSMIQU		NVR	MLN	271	1	1 355,00	582,99	6 406,85	199 694,00	6 664,48	2	4 747,59	4 827,40	4 962,05	18,31
TABAILLE-USQUAIN	Sauveterre	SVB	SLB	54	1	270,00	883,82	842,10	27 502,00	917,84	2	946,01	867,14	831,71	15,40
TADOUSSE-UISSAU	Garlin	GRN	LBV	80	1	400,00	905,11	1 218,22	32 987,00	1 100,89	2	1 401,50	1 142,95	1 178,58	14,73
TARDETS-SORHOLIS		TDI	MLN	713	2	5 704,00	421,92	23 291,45	390 729,00	13 039,98	2	12 490,89	15 554,96	15 554,96	21,82
TARON-SADRAC-VELLENAVE	Garlin	GRN	AZQ	208	1	1 040,00	914,24	3 135,71	90 952,00	3 035,38	2	3 643,90	2 997,57	3 090,59	14,86
TARSACQ	CCL	MON	MRX	426	1	2 130,00	979,97	6 313,58	272 306,00	9 087,80	2	7 663,90	6 645,46	6 843,56	16,06
THEZE		AZQ	GRN	724	1	3 620,00	974,98	10 234,78	313 394,00	10 459,05	2	12 683,59	10 289,77	10 611,44	14,66
TROIS-VILLES		TDI	MLN	168	1	840,00	566,29	4 088,86	67 443,00	2 250,81	2	2 943,15	2 669,47	2 748,22	16,36
UHART-GEZE		SJP	SEB	646	1	3 230,00	1 138,18	18 138,18	352 018,00	11 748,06	2	11 317,13	11 274,15	11 591,73	17,94
UHARI-MIXE	Amikuze	SPL	ILD	219	1	1 095,00	836,72	3 607,46	86 421,00	2 884,17	2	3 836,61	3 155,03	3 252,95	14,85
URCUT		ATX	ANG	1 858	1	9 290,00	726,63	35 242,52	907 120,00	30 273,74	2	32 349,88	28 680,59	29 539,29	15,90
URDES	CCL	ATX	ATZ	230	1	1 150,00	545,57	5 810,44	163 593,00	5 459,67	3	6 250,73	4 794,78	4 794,78	20,85
URDOS		BDS	OSM	178	2	1 424,00	1 425,94	1 720,50	197 282,00	6 583,99	2	3 118,34	3 653,25	3 740,94	21,02

Nom de la Commune	EPCI	CIS 1° appel	CIS 2° appel (info)	Population DGF (2007)	classement CIS/commune 1 pas de CIS 2 CIS volontaire 3 CIS mixte 4 CIS M 6Cat.	Part forfaitaire par Hab./DGF 5 € / Niveau 1 8 € / Niveau 2 12 € / Niveau 3 18 € / Niveau 4	Critère délai moyen d'intervention (en secondes) CIS-centre commune	Part variable contribution délit moyen d'intervention (dégressif, base contrib, 30% PV)	Potentiel financier (2007)	Part variable contribution potentiel financier (base contrib, 30% PV)	critère niveau de classement au CIS dc rattachement de niveau 2, 3 ou 4	Part variable contribution niveau de service / CIS rattachement (base contrib, 40% PV)	contribution en 2014	contribution en 2015	En €/hab (pop DGF 2007)
UREPEL		SEB	SJP	373	1	1 865,00	1 723,48	2 982,90	184 667,00	6 162,98	2	6 534,50	5 023,53	5 183,20	13,90
URÔST	Pays de Luy, C	SML	PAU	64	1	320,00	1 122,02	786,16	24 631,00	822,02	2	1 121,20	869,08	896,92	14,01
URRUGNE		SIL	HDE	9 694	1	48 470,00	476,84	280 200,60	7 192 783,00	240 048,13	3	263 454,79	206 624,00	210 500,23	21,71
URT		URT	ANG	1 795	2	14 360,00	436,18	56 720,25	932 093,00	31 774,65	2	31 446,20	37 710,79	38 602,81	21,51
USTARITZ		CBO	ANG	5 919	2	47 352,00	814,32	100 182,31	3 199 953,00	106 793,54	3	160 861,25	123 637,29	125 707,88	21,24
UZAN	Arzacq	ATZ	AZQ	1 671	1	835,00	1 109,68	2 074,21	66 114,00	2 206,45	2	2 925,64	2 283,20	2 356,08	14,11
UZEN		PAU	ATX	1 133	1	5 665,00	1 024,21	15 246,77	795 234,00	26 539,72	4	34 932,79	22 143,82	22 093,23	19,50
UZOS	Gave et Coteau	PAU	GAN	728	1	3 640,00	646,62	15 517,26	460 660,00	15 373,82	4	22 445,78	14 968,90	14 947,21	20,53
VERDETS		OSM	MON	277	1	1 385,00	563,86	6 770,81	105 320,00	3 514,89	3	7 528,06	5 064,90	5 163,40	18,64
VIALER	Garlin	LBY	GRN	192	1	960,00	1 043,20	2 536,69	76 513,00	2 553,50	2	3 363,60	2 655,91	2 740,15	14,27
VIELLENAVE-D'ARTHEZ	CCL	ATX	ATZ	158	1	790,00	788,07	2 763,30	132 551,00	4 423,69	3	4 293,98	3 130,89	3 190,61	20,19
VIELLENAVE-DE-NAVARENX		NVR	SVB	150	1	750,00	755,15	2 737,76	71 359,00	2 381,50	2	2 627,82	2 284,29	2 353,16	15,69
VIELLESEGURE	CCL	MRX	NVR	377	1	1 885,00	706,47	7 355,05	155 582,00	5 192,31	3	10 245,77	6 627,39	6 757,57	17,92
VIGNES	Arzacq	AZO	GRN	441	1	2 205,00	523,34	11 614,23	172 109,00	5 743,87	2	7 725,78	7 138,64	7 347,29	16,66
VILLEFRANQUE		ANG	CBO	1 830	1	9 150,00	1 118,88	22 542,54	1 386 155,00	46 260,80	4	56 422,77	36 006,43	35 928,23	19,63
VIODOS-ABENSE-DE-BAS		MLN	TDI	777	1	3 885,00	527,40	20 305,57	898 491,00	29 985,76	2	13 612,09	16 188,90	16 609,27	21,38
VIVEN		AZQ	GRN	158	1	790,00	1 022,03	2 130,74	60 427,00	2 016,66	2	2 767,97	2 178,00	2 247,22	14,22
<b>TOTAL COMMUNES</b>				<b>678 420</b>		<b>6 755 784,00</b>	<b>460 355,51</b>	<b>17 765 358,02</b>	<b>532 320 063,00</b>	<b>17 765 368,02</b>		<b>17 765 358,04</b>	<b>17 606 895,98</b>	<b>17 765 359,88</b>	

contribution réformée par EPCI définitive en 2015
238 293,20
170 639,33
83 683,30
116 377,36
64 196,51
163 234,42
86 626,84
1 327 885,76
94 196,08
4 598 829,05
259 181,51
216 121,45
4 613 003,32
<b>12 032 218,13</b>

REGROUPEMENT PAR EPCI

Pays d'Hasparren	
Amikuze	
Biaretsous	
Gave et Coteaux	
Garlin	
Salles-de-Béarn	
Sauveterre	
CCL	
Arzacq	
Agglomération Côte Basque Adour	
Pays de Luy, Gabas, ...	
Luy en Béarn	
Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées	
<b>Total EPCI</b>	

<b>REGROUPEMENT PAR EPCI</b>	<b>Contribution EPCI en 2015</b>
Pays d'Hasparren	238 293,20
Amikuze	170 639,33
Barétous	83 683,30
Gave et Coteaux	116 327,36
Garlin	64 196,51
Salies-de-Béarn	163 234,42
Sauveterre	86 626,84
CCL	1 327 885,76
Arzacq	94 196,08
Agglomération Côte Basque Adour	4 598 829,05
Pays de Luy, Gabas, ...	259 181,51
Luy en Béarn	216 121,45
Communauté d'Agglomération Pau Pyrénées	4 613 003,32
<b>Total EPCI</b>	<b>12 032 218,13</b>



**Conseil d'administration  
du SDIS**

Séance du : 18 décembre 2014

GDAF

**DÉLIBÉRATION  
RELATIVE AU DÉBAT PORTANT  
SUR LES CONTRIBUTIONS COMMUNALES ET DES EPCI**

Cette délibération a pour objet la mise en perspective des éléments relatifs aux contributions communales.

Dans un premier temps un rappel des dispositions réglementaires sera effectué ainsi que l'historique de la mise en place du calcul de ces contributions.

**1 – DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES**

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) et plus particulièrement les articles L1424-35 , R 1424-30, R 1424-32 précisent les dispositions applicables.

En effet, les contributions des communes et des EPCI constituent des dépenses obligatoires.

Leurs modalités de calcul sont fixées par le Conseil d'Administration. La loi du 20 juillet 2011 introduit la possibilité de moduler en fonction des effectifs de sapeurs-pompiers volontaires (SPV) dans la commune ou l'EPCI. A défaut de précision, les modalités sont fixées par décret.

Le CGCT impose le fait que le montant des contributions soit notifié aux communes et EPCI avant le 1<sup>er</sup> janvier chaque année.

Par ailleurs, dans les 6 mois suivant le renouvellement des CASDIS, un débat doit être organisé par le CASDIS. C'est l'objet de cette délibération.

**2 – HISTORIQUE**

Fin 2008, le CASDIS décide de la mise en œuvre d'une réforme des contributions communales afin de réduire des écarts constatés et donner une meilleure lisibilité au dispositif.

En février 2009, des mesures d'accompagnement sont actées par le CASDIS pour une mise en œuvre de la réforme en prévoyant un lissage des modifications pour les communes sur 4 ans (soit jusqu'en 2012). Le SDIS s'est fait accompagner dans la démarche par le Cabinet Lamotte.

Un débat sur les contribution aurait dû avoir lieu en 2011 suite au renouvellement du CASDIS mais il n'a pas eu lieu.

### 3 – RAPPEL DU CALCUL DES CONTRIBUTIONS

Le calcul des contributions est réalisé à partir d'une part forfaitaire, d'une part variable, du délai moyen d'intervention, du potentiel financier de la collectivité et du niveau de service

1. **La part forfaitaire** est calculée sur la base de la population DGF de la collectivité (données 2007) multipliée par le niveau de la commune :
  - Niveau 1 : pas de CIS (5 € /hab)
  - Niveau 2 : CIS volontaire (8 € /hab)
  - Niveau 3 : CIS mixte avec une garde (12 €/hab)
  - Niveau 4 : CIS mixte de 6<sup>ème</sup> catégorie (Pau et Anglet) (18 €/hab)

$$\text{Calcul} = \text{Pop DGF (chiffres 2007)} \times \text{niveau de la commune}$$

2. **La part variable** est l'enveloppe globale des contributions augmentée chaque année du taux d'inflation voté en CASDIS (en 2015 : 0,9%) moins la part forfaitaire totale de l'ensemble des communes.

$$\text{Calcul} = \text{enveloppe globale contributions augmentée chaque année} \\ \text{du taux d'inflation voté en CASDIS} - \text{part forfaitaire totale ensemble des communes}$$

3. **Le délai moyen d'intervention** (30%) est le rapport entre la population DGF et le temps moyen sur la commune, comparé à la même base au niveau départemental. Le calcul est inversement proportionnel afin que les communes qui ont un temps d'intervention le plus long payent moins (le délai est rapporté à la population)

$$\text{Calcul} = \frac{\text{montant total de l'enveloppe contributions} \\ \times (\text{pop DGF communes} / \text{temps intervention en secondes} \\ \text{entre appel 18 et arrivée au centre commune}) \\ / (\text{total somme pop DGF communes} \\ / \text{temps intervention en secondes entre appel 18 et arrivée au centre de la commune})}$$

4. **Le potentiel financier** (30%) est le rapport entre le potentiel financier de la commune et celui cumulé au niveau départemental.

$$\text{Calcul} = \frac{\text{montant total de l'enveloppe contributions} \\ \times (\text{potentiel financier de la commune (Chiffres 2007)}) \\ / \text{total des potentiels financiers de toutes les communes}}$$

5. **Le niveau de service** en fonction du CIS de rattachement (40%) : les niveaux de services classent les communes en trois catégories en fonction du CIS de rattachement :

Niveau 2 : CIS volontaire ;

Niveau 3 : CIS mixte avec une garde

Niveau 4 : CIS mixte de 6<sup>ème</sup> catégorie (Pau et Anglet)

Le taux par niveau s'obtient par le montant total de l'enveloppe des contributions (année n-1 x inflation) du niveau / nombre total habitants DGF du niveau concerné

$$\text{Calcul} = \text{pop DGF 2007 commune} * \text{taux par niveau}$$

**Ainsi, la formule finale** est la suivante

Part forfaitaire + (montant total part variable x (30% montant critère potentiel financier + 30% montant critère délai d'intervention + 40 % montant critère niveau de service) /montant total enveloppe contributions)

Ainsi, à l'issue de la fin du lissage en 2012, **du fait de cette formule**, le montant des contributions par commune et EPCI continue **d'évoluer annuellement**.

#### 4 – EVOLUTION NECESSAIRE DU MODE DE CALCUL DES CONTRIBUTIONS

Le calcul ainsi présenté doit évoluer pour plusieurs raisons. En effet, les bases de données sont devenues obsolètes et de plus en plus fragiles sur le plan de l'équité entre communes. Le règlement opérationnel a été modifié, des centres d'incendie et de secours ont été créés. Par ailleurs, les données de la population DGF ont évolué ainsi que la classification des communes par niveau, nécessaire au calcul de la part forfaitaire et la classification des communes par niveau de service. Ensuite, les délais d'intervention ont changé ainsi que les données du potentiel financier.

#### 5 – LES DIFFERENTES HYPOTHESES DE TRAVAIL

Hypothèse n° 1 :

Ne pas changer les critères actuels et intégrer uniquement chaque année le montant total des contributions, augmenté du taux d'inflation ;

Hypothèse n° 2 :

Ne pas changer les critères mais mettre à jour l'ensemble des données associées devenues obsolètes ;

Hypothèse n° 3 :

Fixer la base actuelle des contributions (contribution année n à déterminer) et augmenter uniquement chaque année, pour chaque commune, du taux d'inflation ;

Hypothèse n°4 :

Refonte globale du système de critères actuels avec mise en place de nouveaux critères, à déterminer.

L'étude de l'ensemble de ces hypothèses de travail doit être mise en lien avec le dispositif plus global de **financement du SDIS** (problématique de financement par les communes et les EPCI des constructions de CIS) ;

Par ailleurs, **la réforme territoriale** est un élément à prendre en compte dans la réflexion notamment le mode de financement des SDIS.

Enfin, en tout état de cause, il est nécessaire de définir les modalités de pilotage du dossier en **étroite collaboration avec le Conseil Général et avec un accompagnement (prestataire externe)** compte tenu de la complexité, de la sensibilité du sujet sur le territoire.

Je vous remercie de bien vouloir débattre sur l'ensemble des points développés au titre des contributions communale.

**VU** les éléments exposés ci-dessus ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L1424-35 , R 1424-30, R 1424-32 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité ;

1. **PREND ACTE** du débat sur les contributions communales ;
2. **PREND ACTE** du recours à une assistance externe pour l'étude de la réforme des contributions communales

Yves SALANAVE-PÉHÉ  
Président du CASDIS

Par empêchement

Michèle LABOURDETTE

Acte certifié exécutoire



- Par publication ou notification le 18/12/2014

- Par transmission au Contrôle de Légalité le 18/12/2014